



## CHAPTER A-14

## CHAPITRE A-14

### Assessment Act

### Loi sur l'évaluation

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions .....	1
agricultural fair association and agricultural society — association de foires agricoles et société agricole	
assessment and tax roll — rôle d'évaluation et d'impôt	
assessment list — liste d'évaluation	
Board — Commission	
Chairperson — président	
Director — directeur	
mobile home — maison mobile	
non-residential property — biens non résidentiels	
person — personne	
real property — biens réels	
Register — registre	
registered mail — courrier recommandé	
residential property — biens résidentiels	
Vice-Chairperson — vice-président	
Administration .....	2
Assessment and taxation of real property .....	3
<b>EXEMPTIONS</b>	
Exemptions .....	4, 4.1
Repealed .....	5, 6
Property both residential and non-residential .....	7
<b>ASSESSMENT REDUCTIONS</b>	
Real property owned and occupied by a charitable organization, not-for-profit organization, municipality or rural community .....	7.1
Horse racetracks, raceways and racecourses .....	7.2
<b>ASSESSMENT RETURNS BY TAXPAYERS</b>	
Director's right of access and to information .....	8
Demand for information by Director .....	9
Offence for failure to provide information .....	10
Offence for obstructing Director .....	11

Définitions .....	1
association de foires agricoles et société agricole — agricultural fair association and agricultural society	
biens non résidentiels — non-residential property	
biens réels — real property	
biens résidentiels — residential property	
Commission — Board	
courrier recommandé — registered mail	
directeur — Director	
liste d'évaluation — assessment list	
maison mobile — mobile home	
personne — person	
président — Chairperson	
registre — Register	
rôle d'évaluation et d'impôt — assessment and tax roll	
vice-président — Vice-Chairperson	
Application de la loi .....	2
Évaluation et taxation de biens réels .....	3
<b>EXONÉRATIONS</b>	
Exonérations .....	4, 4.1
Abrogé .....	5, 6
Biens utilisés à la fois aux fins résidentielles et non-résidentielles .....	7
<b>RÉDUCTIONS D'ÉVALUATION</b>	
Biens réels dont le propriétaire et l'occupant est une organisation de bienfaisance, une organisation à but non lucratif, une municipalité ou une communauté rurale .....	7.1
Piste, terrain et champ de course hippique .....	7.2
<b>DÉCLARATIONS D'ÉVALUATION DES CONTRIBUABLES</b>	
Droit d'accès et droit aux renseignements du directeur .....	8
Demande de renseignements par le directeur .....	9
Infraction pour défaut de fournir des renseignements .....	10
Infraction pour entrave aux fonctions du directeur .....	11

Offence for communicating privileged information . . . . .	12	Infraction pour divulgation des renseignements confidentiels . . . . .	12
Information not to be used in report . . . . .	12.1	Renseignements à ne pas utiliser dans les rapports. . . . .	12.1
Document signed by assessor as evidence . . . . .	12.2	Document signé par l'évaluateur à titre de preuve . . . . .	12.2
<b>PREPARATION OF ASSESSMENT LIST</b>		<b>PRÉPARATION DE LA LISTE D'ÉVALUATION</b>	
Assessment list . . . . .	13	Liste d'évaluation . . . . .	13
<b>MODE OF ASSESSMENT OF REAL PROPERTY</b>		<b>MODE D'ÉVALUATION DES BIENS RÉELS</b>	
Mode of assessment. . . . .	14	Mode d'évaluation. . . . .	14
<b>VALUATION OF REAL PROPERTY</b>		<b>ÉVALUATION DES BIENS RÉELS</b>	
Valuation of realty . . . . .	15	Évaluation des biens réels . . . . .	15
Assessment of real property in paragraph (b.2) and (b.3) of definition "real property" . . . . .	15.1	Évaluation des biens réels aux alinéas b.2) et b.3) de la définition « biens réels » . . . . .	15.1
Phase in of assessment. . . . .	15.2	Introduction progressive de l'évaluation. . . . .	15.2
Phase in of assessment on heritage property . . . . .	15.3	Introduction progressive de l'évaluation d'un bien patrimonial . . . . .	15.3
Assessment of farm land, timberland and woodlots . . . . .	16	Évaluation des terres agricoles, terres boisées . . . . .	16
Valuation of timberland and woodlots. . . . .	17	Évaluation des terres boisées et bois de ferme . . . . .	17
Valuation of golf course. . . . .	17.1	Évaluation de terrain de golf . . . . .	17.1
Repealed . . . . .	17.2	Abrogé. . . . .	17.2
Repealed . . . . .	18, 19, 20	Abrogé. . . . .	18, 19, 20
<b>ASSESSMENT AND TAX NOTICE</b>		<b>AVIS D'ÉVALUATION ET D'IMPÔTS</b>	
Assessment and tax notice. . . . .	21	Avis d'évaluation et d'impôt . . . . .	21
<b>ERRORS AND OMISSIONS</b>		<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	
Errors in assessment and tax roll . . . . .	22	Erreur dans le rôle d'évaluation et d'impôt. . . . .	22
Omissions from assessment and tax roll . . . . .	22.1	Biens réels omis du rôle d'évaluation et d'impôt . . . . .	22.1
<b>TIME FOR ASSESSMENT</b>		<b>PÉRIODE D'ÉVALUATION</b>	
Time for assessment . . . . .	23	Période d'évaluation . . . . .	23
Repealed . . . . .	24	Abrogé. . . . .	24
<b>REFERENCE OF ASSESSMENT</b>		<b>RENVOIS D'ÉVALUATION</b>	
Reference to Director . . . . .	25	Renvoi au directeur . . . . .	25
Referral Registers . . . . .	26	Registre des renvois. . . . .	26
<b>APPEALS TO THE ASSESSMENT AND PLANNING APPEAL BOARD</b>		<b>APPELS DEVANT LA COMMISSION D'APPEL EN MATIÈRE D'ÉVALUATION ET D'URBANISME</b>	
Appeal to Board. . . . .	27, 28	Appel devant une commission . . . . .	27, 28
Notice of Appeal . . . . .	29	Avis d'appel. . . . .	29
Service of notice of appeal . . . . .	29.1	Compétence de la Commission . . . . .	29.2
Jurisdiction of Board . . . . .	29.2	Signification de l'avis d'appel. . . . .	29.1
Repealed . . . . .	30	Abrogé. . . . .	30
Repealed . . . . .	31	Abrogé. . . . .	31
Conduct of hearing before Board . . . . .	32	Procédure d'audience devant une commission . . . . .	32
Appeal record . . . . .	33	Dossier de l'appel . . . . .	33
Powers of Board . . . . .	34	Pouvoirs de la Commission. . . . .	34
Repealed . . . . .	35	Abrogé. . . . .	35
Effect of decision of Board . . . . .	36	Effet d'une décision d'une commission . . . . .	36
Appeal to Court of Queen's Bench . . . . .	37	Appel devant la Cour du Banc de la Reine . . . . .	37
Termination of Appeals Tribunal. . . . .	38	Cessation du Tribunal d'appel. . . . .	38
Repealed . . . . .	39	Abrogé. . . . .	39
Regulations . . . . .	40	Règlements . . . . .	40
Assessments on behalf of municipality by Minister . . . . .	41	Évaluations effectuées au nom d'une municipalité par le Ministre . 41	
Schedule A		Annexe A	
Schedule B		Annexe B	

## 1 In this Act

“agricultural fair association” and “agricultural society” have the same meaning as in the *Agricultural Associations Act*;

“assessment list” means a copy of the assessment and tax roll for a municipality or other taxing authority;

“assessment and tax roll” means the roll listing all persons in whose name real property is assessed and containing such information as is prescribed by regulation;

“Board” means the Assessment and Planning Appeal Board established under the *Assessment and Planning Appeal Board Act*;

“Board” or “Tax Agreement Board” Repealed: 1977, c.6, s.1.

“business assessment” Repealed: 1982, c.7, s.1.

“business property” Repealed: 1982, c.7, s.1.

“Chairperson” means the Chairperson of the Board;

“Director” means the Executive Director of Assessment as appointed by Service New Brunswick and includes any person designated by the Director to act on the Director’s behalf;

“Minister” Repealed: 1989, c.N-5.01, s.31.

“mobile home” includes

- (a) a portable classroom,
- (b) a trailer used as a bunkhouse, and
- (c) any trailer that is
  - (i) designed for or intended to be equipped with wheels, whether or not it is so equipped, and
  - (ii) constructed or manufactured to provide a residence for one or more persons;

“non-residential property” means all real property except residential property;

“person” means a person other than the Director and includes a corporation, partnership, credit union, and cooperative;

## 1 Dans la présente loi

« association de foires agricoles » et « société agricole » ont le même sens que dans la *Loi sur les associations agricoles*;

« bien commercial » Abrogé : 1982, c.7, art.1.

« biens non résidentiels » désigne tous les biens réels à l’exception des biens résidentiels;

« biens réels » désigne

- a) un terrain, ou
- b) un terrain et les bâtiments, y compris la machinerie, les installations et le matériel assurant le fonctionnement des bâtiments, et, lorsqu’un bâtiment est construit sur un terrain en vertu d’un bail, d’une licence ou d’un permis de la Couronne visé au paragraphe 14(9), ce bâtiment peut être considéré comme un bien réel distinct du terrain;
  - b.1) les fils, câbles, conduits, poteaux, pylônes, installations, matériels ou choses ou bien les constructions autres que les bâtiments faisant partie d’un réseau téléphonique, télégraphique, d’un réseau de télédiffusion, de télétransmission ou de télérediffusion ou de télétransmission y compris un système de câblodistribution, d’éclairage électrique, de télécommunications ou de distribution d’énergie électrique, y compris la Société d’énergie du Nouveau-Brunswick,
  - b.2) les installations, machines, matériels, appareils, constructions, conduits ou pipelines faisant partie d’un réseau de retenue, de stockage, de transport, d’acheminement ou de distribution de gaz,
  - b.3) les oléoducs,
- c) une maison mobile,
  - c.1) un terrain sur lequel est située une maison mobile,
  - d) une roulotte utilisée à toute fin à laquelle des biens réels sont ordinairement utilisés,
    - d.1) un terrain sur lequel est située une roulotte visée à l’alinéa d),

mais ne comprend pas

“real property” means

(a) land, or

(b) land and buildings including machinery, installations and equipment for providing services to the buildings, and where a building is erected on land under lease, licence or permit from the Crown as referred to in subsection 14(9), such building may be treated as real property separate from the land;

(b.1) any wire, cable, pipe, pole, tower, installation, equipment or thing, or structures other than buildings, forming part of a television broadcasting, transmission or rebroadcasting or retransmission system including a cable television system, a telephone, an electric light, a telegraph or a telecommunication system or any electric power distribution system, including the New Brunswick Power Corporation,

(b.2) all installations, machinery, equipment, apparatus, structures, pipes or pipe lines forming part of a gas holding, storage, transportation, transmission or distribution system,

(b.3) any oil pipe line,

(c) a mobile home,

(c.1) land on which a mobile home is located,

(d) a trailer used for any purpose for which real property is ordinarily used,

(d.1) land on which a trailer referred to in paragraph (d) is located,

but excludes

(e) subject to paragraph (b.1), structures other than buildings, not providing shelter for people, plant or moveable property, and, subject to paragraphs (b.1) and (b.2), all machinery, equipment, apparatus and installations other than those for providing services to buildings as mentioned in paragraph (b) whether or not the same are affixed to land and buildings,

(f) growing or non-harvested crops in or on land,

(g) all that part of a mine below the surface of the ground,

e) sous réserve de l'alinéa b.1), les constructions autres que les bâtiments, qui ne servent pas à abriter des personnes, de l'équipement ou des biens mobiliers ni, sous réserve des alinéas b.1) et b.2), les machines, matériels, appareils et installations autres que ceux qui assurent le fonctionnement des bâtiments comme l'indique l'alinéa b), qu'ils soient ou non fixés au terrain ou aux bâtiments,

f) les récoltes sur pied ou produits non récoltés qui sont sur ou dans un terrain,

g) toute la partie souterraine d'une mine,

h) les minéraux, les gemmes, le gaz, le pétrole, le sel, la pierre, la roche, les terres rares ou précieuses, la mousse et les fossiles situés dans le sol ou le sous-sol d'un terrain, qu'ils soient possédés en propriété, qu'ils aient été donnés à bail ou qu'ils aient fait l'objet de la délivrance d'un permis,

i) Abrogé : 1977, c.6, art.1.

j) tout terrain, y compris les bâtiments qui s'y trouvent, utilisé ou acquis pour être utilisé comme passage public, ou utilisé comme place publique, sauf pour la ou les parties occupées par un locataire, un preneur à bail ou un titulaire de permis,

k) les réservoirs d'eau sous pression appartenant à une municipalité ou communauté rurale,

l) un système de distribution d'énergie électrique qui se trouve à l'intérieur d'un bâtiment et qui est utilisé uniquement pour faire fonctionner la machinerie et le matériel de transformation, et

m) les fondations pour la machinerie et le matériel;

« biens résidentiels » désigne un bien réel qui est

a) une résidence, telle qu'elle est définie à la *Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences*,

b) un chalet,

c) une maison de rapport,

d) une maison de pension,

e) une maison mobile et un emplacement de maison mobile,

(h) all minerals, gems, gas, oil, salt, stone, rock, precious or rare earth, moss and fossils in and under land whether owned, leased or permitted,

(i) Repealed: 1977, c.6, s.1.

(j) any land, including buildings thereon, used or acquired for use as a public right-of-way, or used as a public square, except all or such part or parts as may be occupied by a tenant, lessee or licensee,

(k) waterpressure tanks owned by a municipality or rural community,

(l) an electric power distribution system that is contained within a building and is used solely for the purpose of operating processing machinery and equipment, and

(m) foundations for machinery and equipment;

“Register” means a Referral Register maintained by the Director under subsection 26(1);

“registered mail” includes certified mail;

“residential property” means real property that is

(a) a residence qualified under the *Residential Property Tax Relief Act*,

(b) a cottage,

(c) an apartment building,

(d) a rooming and boarding house,

(e) a mobile home and mobile home lot,

(f) any other single family residence, duplex or triplex not used for commercial purposes,

(g) a community hall,

(h) a nursing home,

(i) a senior citizens’ home,

(j) a hospital facility,

(k) a subdivided residential building lot separately assessed,

(l) farmland including farm buildings,

f) toute autre résidence unifamiliale, tout autre duplex ou triplex non utilisés à des fins commerciales,

g) une salle de réunion,

h) un foyer de soins,

i) une résidence pour personnes âgées,

j) un établissement hospitalier,

k) un lot subdivisé, pour fin d’édifice résidentiel, évalué séparément;

l) une terre agricole qui s’entend également des constructions de fermes,

m) une terre boisée et un bois de ferme,

m.1) une école ou une université, à l’exclusion des biens réels ou d’une partie des biens réels que le directeur détermine comme étant utilisés à des fins commerciales pour l’application de l’alinéa 4(1)l),

n) tout semblable autre bien réel indiqué par règlement;

« Commission » désigne la Commission d’appel en matière d’évaluation et d’urbanisme créée en vertu de la *Loi sur la Commission d’appel en matière d’évaluation et d’urbanisme*;

« Commission » ou « Commission des accords fiscaux » Abrogé : 1977, c.6, art.1.

« courrier recommandé », s’entend également des envois effectués par courrier certifié;

« dégrèvement » Abrogé : 1982, c.7, art.1.

« directeur » désigne le directeur exécutif de l’évaluation nommé par Services Nouveau-Brunswick et s’entend également de toute personne que le directeur désigne pour le représenter;

« évaluation commerciale » Abrogé : 1982, c.7, art.1.

« liste d’évaluation » désigne une copie du rôle d’évaluation et d’impôt pour chaque municipalité ou autre autorité fiscale;

(m) freehold timberland and farm woodlots,

(m.1) a school or university, but not including real property or a portion of real property that the Director determines is used for commercial purposes under paragraph 4(1)(l),

(n) such other real property as is specified by regulation;

“tax concession” Repealed: 1982, c.7, s.1.

“Tribunal” Repealed: 1983, c.12, s.1.

“Vice-Chairperson” means a Vice-Chairperson of the Board.

1965-66, c.110, s.1; 1967, c.25, s.1; 1968, c.15, s.1; 1969, c.22, s.1; 1970, c.8, s.1; 1971, c.16, s.1; 1977, c.6, s.1; 1979, c.6, s.1; 1980, c.6, s.1; 1982, c.7, s.1; 1983, c.12, s.1; 1985, c.4, s.5; 1986, c.8, s.12; 1986, c.13, s.1; 1987, c.7, s.1; 1989, c.N-5.01, s.31; 1989, c.55, s.21; 1990, c.55, s.1; 1991, c.59, s.50; 1992, c.40, s.1; 1992, c.52, s.3; 1996, c.19, s.1; 1997, c.4, s.1; 1998, c.12, s.9; 2001, c.32, s.1; 2002, c.44, s.1; 2003, c.32, s.1; 2005, c.7, s.3.

2(1) The Director shall administer this Act and may designate persons to act on the Director's behalf.

2(2) Repealed: 1989, c.N-5.01, s.31.

1965-66, c.110, s.2; 1983, c.12, s.2; 1989, c.N-5.01, s.31.

« maison mobile » comprend

a) une salle de classe transportable,

b) une roulotte utilisée comme baraquement, et

c) toute roulotte

(i) conçue pour être équipée de roues ou destinée à l'être, qu'elle soit ainsi équipée ou non, et

(ii) construite ou fabriquée pour loger une ou plusieurs personnes;

« Ministre » Abrogé : 1989, c.N-5.01, art.31.

« personne » désigne une personne autre que le directeur et comprend une corporation, une société en nom collectif, une caisse populaire ou une coopérative;

« président » désigne le président de la Commission;

« registre » désigne un registre des renvois tenu par le directeur conformément au paragraphe 26(1);

« rôle d'évaluation et d'impôt » désigne le rôle indiquant toutes les personnes au nom desquelles est établie une évaluation de biens réels et contenant les renseignements prescrits par règlement;

« Tribunal » Abrogé : 1983, c.12, art.1.

« vice-président » désigne le vice-président de la Commission.

1965-66, c.110, art.1; 1967, c.25, art.1; 1968, c.15, art.1; 1969, c.22, art.1; 1970, c.8, art.1; 1971, c.16, art.1; 1977, c.6, art.1; 1979, c.6, art.1; 1980, c.6, art.1; 1982, c.7, art.1; 1983, c.12, art.1; 1985, c.4, art.5; 1986, c.8, art.12; 1986, c.13, art.1; 1987, c.7, art.1; 1989, c.N-5.01, art.31; 1989, c.55, art.21; 1990, c.55, art.1; 1991, c.59, art.50; 1992, c.40, art.1; 1992, c.52, art.3; 1996, c.19, art.1; 1997, c.4, art.1; 1998, c.12, art.9; 2001, c.32, art.1; 2002, c.44, art.1; 2003, c.32, art.1; 2005, c.7, art.3.

2(1) Le directeur est chargé de l'application de la présente loi et peut désigner des personnes pour le représenter.

2(2) Abrogé : 1989, c.N-5.01, art.31.

1965-66, c.110, art.2; 1983, c.12, art.2; 1989, c.N-5.01, art.31.

**3(1)** Notwithstanding any private or special Act, where no other provision is made under this Act or the *Real Property Tax Act*, all provincial taxes or rates on real property shall be calculated and levied upon the whole of the assessment or assessments made under this Act.

**3(2)** Notwithstanding any private or special Act, where no other provision is made under this Act or the *Real Property Tax Act*, all municipal, rural community or local taxes or rates on real property shall be calculated and levied on the whole of the assessment or assessments made under this Act on real property within the municipality, rural community or school district.

1965-66, c.110, s.3; 1967, c.25, s.2; 2005, c.7, s.3.

### EXEMPTIONS

**4(1)** All real property in New Brunswick is liable to assessment and taxation, subject to the following exemptions from taxation:

(a) real property owned by a church for use as a residence for priests, ministers, rabbis or commissioners and staff officers of the Salvation Army and that portion of other real property owned by a religious organization prescribed by regulation, a church or a religious order and used solely for religious, educational or charitable purposes, including burying grounds and church halls from which only revenue for church purposes is derived;

(b) real property of cemetery companies not organized, incorporated or operated for profit;

(c) Repealed: 1983, c.12, s.3.

(d) that portion of real property owned and occupied by

(i) literary and historical societies, or

(ii) institutions and associations formed and operated for the advancement of science or art within the Province;

(e) Repealed: 1986, c.13, s.2.

(f) real property occupied by an agricultural society or an agricultural fair association that is used solely for exhibition purposes;

**3(1)** Nonobstant toute loi d'intérêt privé ou loi spéciale, lorsque nulle autre disposition n'est établie, en application de la présente loi ou de la *Loi sur l'impôt foncier*, tous les taux ou impôts provinciaux sur les biens réels sont calculés et prélevés sur la totalité de l'évaluation ou des évaluations faites en application de la présente loi.

**3(2)** Nonobstant toute loi d'intérêt privé ou loi spéciale, lorsque nulle autre disposition n'est établie, en application de la présente loi ou de la *Loi sur l'impôt foncier*, tous les taux ou impôts municipaux, de la communauté rurale ou locaux sur les biens réels sont calculés et prélevés sur la totalité de l'évaluation ou des évaluations, faites en application de la présente loi, des biens réels sis dans la municipalité, la communauté rurale ou le district scolaire.

1965-66, c.110, art.3; 1967, c.25, art.2; 2005, c.7, art.3.

### EXONÉRATIONS

**4(1)** Au Nouveau-Brunswick tous les biens réels peuvent être évalués et taxés sous réserve des exonérations suivantes :

a) les biens réels qui appartiennent à une église et servent à loger les prêtres, ministres, rabbins ou les commissaires et les officiers d'état-major de l'Armée du Salut, et la partie des autres biens réels d'une organisation religieuse désignée par règlement, d'une église ou d'un ordre religieux qui sert exclusivement à des fins religieuses, éducatives ou charitables, y compris les cimetières et salles paroissiales d'où ne proviennent que des revenus affectés aux fins de l'église;

b) les biens réels des compagnies de cimetière qui ne sont ni organisées, ni constituées en corporation, ni exploitées à des fins lucratives;

c) Abrogé : 1983, c.12, art.3.

d) la partie des biens réels dont les propriétaires et occupants sont

(i) des sociétés littéraires ou historiques, ou

(ii) des établissements et associations formés et dirigés pour l'avancement des sciences ou des arts dans la province;

e) Abrogé : 1986, c.13, art.2.

f) les biens réels occupés par une société agricole ou une association de foires agricoles et utilisés uniquement à des fins d'exposition;

(g) Repealed: 1986, c.13, s.2.

(h) that portion of real property occupied by rural voluntary fire associations;

(h.1) land and a building, or that portion of land and a building, that is an arena containing an ice rink used for such sports as hockey and figure skating, but a curling club is not exempt from taxation under this paragraph;

(i) real property that is a provincial park as defined under the *Parks Act* in respect of which the Minister of Natural Resources has entered into an agreement with a municipality or rural community under paragraph 3(2)(b) of the *Parks Act*;

(j) runways, paving and fencing on airport land, other than heliports, if the airport land meets the certification requirements under the *Aeronautics Act* (Canada) and the airport has an operational runway made of asphalt or concrete that is at least 915 metres in length;

(k) real property situated at fishing harbours prescribed by regulation, including land, buildings, water lots and wharfage used for the operation of the fishing harbour, but not including real property, or any portion of real property, that is used for the purposes of processing or manufacturing or that is used for commercial purposes not vital to the operation of the fishing harbour such as hotels, restaurants and service centres; and

(l) real property owned by a university funded under the *Maritime Provinces Higher Education Commission Act* and listed in Schedule B, but not including real property or any portion of real property that the Director determines is used for commercial purposes in accordance with any criteria that may be prescribed by regulation.

4(2) Paragraph (1)(a) does not apply to

(a) real property rented or leased to a church or religious organization by any person other than another church or religious organization,

(b) real property rented or leased by a church or religious organization to any person other than another church or religious organization, or

g) Abrogé : 1986, c.13, art.2.

h) la partie des biens réels occupée par des associations rurales de pompiers volontaires;

h.1) le terrain et le bâtiment, ou la partie de terrain et du bâtiment, qui constitue un aréna contenant une patinoire utilisée pour les sports comme le hockey et le patinage artistique, mais un club de curling n'est pas exonéré de l'impôt en vertu du présent alinéa;

i) les biens réels qui constituent des parcs provinciaux tels que définis par la *Loi sur les parcs* pour lesquels le ministre des Ressources naturelles a conclu un accord avec une municipalité ou communauté rurale en vertu de l'alinéa 3(2)b) de la *Loi sur les parcs*;

j) les pistes, le pavage et le clôturage sur les terrains d'un aéroport, autres que les héliports, si les terrains de l'aéroport satisfont aux exigences de certification prévues à la *Loi sur l'aéronautique* (Canada) et si l'aéroport a une piste en état de fonctionnement en asphalte ou en béton qui est d'au moins 915 mètres de longueur;

k) les biens réels situés dans les ports de pêche prescrits par règlement, y compris le terrain, les bâtiments, les lots d'eau et les quais utilisés pour l'exploitation du port de pêche, à l'exclusion des biens réels, ou d'une partie des biens réels, qui sont utilisés aux fins de transformation ou de fabrication ou qui sont utilisés à des fins commerciales non indispensables à l'exploitation du port de pêche telles que des hôtels, des restaurants, et des centres de services;

l) les biens réels appartenant à une université qui est financée en vertu de la *Loi sur la Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes* et qui figure à l'annexe B, à l'exclusion des biens réels ou de toute partie des biens réels que le directeur détermine comme étant utilisés à des fins commerciales conformément à tout critère qui peut être prescrit par règlement.

4(2) L'alinéa (1)a) ne s'applique pas à

a) des biens réels loués ou donnés à bail à une église ou organisation religieuse par une personne autre qu'une autre église ou organisation religieuse,

b) des biens réels loués ou donnés à bail par une église ou une organisation religieuse à une personne autre qu'une autre église ou organisation religieuse, ou



(c) real property that is used for commercial purposes for the greater part of the time that it is in use.

4(3) Where real property is acquired for the purpose of a cemetery or burying ground but is not immediately required for such purpose, it is not exempt from taxation under paragraph (1)(b) until it has been actually and *bona fide* required and used for the interment of the dead.

4(3.1) Repealed: 1986, c.13, s.2.

4(4) Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on crude oil storage tanks connected with an oil refinery or on pipe lines connecting such tanks to the refinery when such crude oil storage tanks or pipe lines are used solely for supplying crude oil to the oil refinery for the sole purpose of manufacturing or producing petroleum products.

4(5) Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on that portion of an operating railway right of way infrastructure, including the roadway, bed and trackage, but not including buildings, that does not exceed 30.48 metres in width, if it is owned and used by an active railway company for the movement of people or commodities.

4(6) Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on that portion of an operating railway right of way infrastructure that is in excess of 30.48 metres in width, if it is required for the purposes of drainage, embankments or shoulders, or because the infrastructure is parallel to a waterway, and it otherwise complies with the requirements in subsection (5).

4(7) Subsection (6) does not apply where the portion in excess of 30.48 metres in width is located in a marshalling yard area.

4(8) Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on any land situated at major cargo ports as prescribed by regulation, including wharfage, paving, fencing, water lots and buildings on such land, if the land is used in the long-shore industry within an operating infrastructure for

c) des biens réels utilisés la majeure partie du temps des périodes d'usage à des fins commerciales.

4(3) Lorsqu'il y a acquisition de biens réels pour en faire un cimetière ou lieu d'inhumation, mais que ces biens ne sont pas immédiatement requis à cette fin, ils ne sont pas exonérés en vertu de l'alinéa (1)b) tant qu'ils ne sont pas réellement et véritablement requis et utilisés pour l'enterrement des morts.

4(3.1) Abrogé : 1986, c.13, art.2.

4(4) Par dérogation au paragraphe 3(1), ainsi qu'au paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'impôt foncier*, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur les réservoirs d'entreposage d'huile brute reliés à une raffinerie d'huile ou sur les oléoducs reliant ces réservoirs à une raffinerie, lorsque ces réservoirs ou ces oléoducs ne servent qu'à fournir l'huile brute à la raffinerie d'huile dans le seul but de fabriquer ou de produire les produits pétroliers.

4(5) Nonobstant le paragraphe 3(1), et nonobstant le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'impôt foncier*, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur la partie d'une infrastructure en exploitation de droit de passage de voie ferrée, y compris la chaussée, les assises et les rails, à l'exclusion des bâtiments, qui n'excède pas 30,48 mètres de largeur, si elle est la propriété d'une compagnie de chemin de fer active et qu'elle est utilisée par celle-ci pour le déplacement de personnes ou d'articles.

4(6) Nonobstant le paragraphe 3(1), et nonobstant le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'impôt foncier*, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur la partie d'une infrastructure en exploitation de droit de passage de voie ferrée qui excède 30,48 mètres de largeur si elle est requise aux fins de drainage, de remblai ou d'accotement, ou parce que l'infrastructure est parallèle à un cours d'eau, et qu'elle est autrement conforme aux exigences du paragraphe (5).

4(7) Le paragraphe (6) ne s'applique pas lorsque la partie qui excède 30,48 mètres de largeur est située dans un secteur de cour de triage.

4(8) Nonobstant le paragraphe 3(1), et nonobstant le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'impôt foncier*, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur les terrains situés dans les ports de fret principaux qui sont prescrits par règlement, y compris les quais, le pavage, le clôturage, les lots d'eau et les bâtiments sur ces terrains, si les terrains sont utilisés pour l'industrie de débardage à

the purpose of loading or discharging seagoing commercial cargo, but not including any land and buildings on such land used for the purposes of processing, manufacturing or power generation.

**4(9)** Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on that portion of airport land that is not exempt from taxation under paragraph (1)(j), including site improvements and buildings or portions of buildings on such land that facilitate the movement of passengers or cargo, but not including heliports, if the airport land meets the certification requirements under the *Aeronautics Act* (Canada) and the airport has an operational runway made of asphalt or concrete that is at least 915 metres in length.

1965-66, c.110, s.4; 1967, c.25, s.3; 1968, c.15, s.2; 1969, c.22, s.2, 3, 4; 1970, c.8, s.2; 1971, c.16, s.2; 1973, c.18, s.1; 1974, c.2(Supp.), s.1; 1975, c.8, s.1; 1978, c.6, s.1; 1979, c.5, s.1; 1980, c.6, s.2; 1982, c.6, s.1; 1983, c.12, s.3; 1986, c.13, s.2; 1994, c.38, s.1; 1997, c.4, s.2; 1997, c.67, s.1; 1998, c.11, s.1; 1999, c.10, s.1; 2000, c.56, s.1; 2003, c.32, s.1; 2004, c.13, s.1; 2004, c.20, s.7; 2005, c.7, s.3.

**4.1(1)** The following definitions apply in this section.

“exemption” means an exemption from the calculation or levy of provincial taxes or rates. (*exonération*)

“low rental housing accommodation” means low rental housing accommodation provided to low-income individuals and families. (*logement à loyer modique*)

“Minister” means the Minister of Family and Community Services and includes any person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf for the purposes of this section. (*ministre*)

**4.1(2)** Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, but subject to subsection (23) and the approval of the Director, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on real property, or that portion of real property, that is assessed in the name of a not-for-profit housing organization and used for low rental housing accommodation.

**4.1(3)** Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, if

l’intérieur d’une infrastructure en exploitation aux fins de chargement ou de déchargement de fret commercial transporté en mer, à l’exclusion de terrains et de bâtiments sur ces terrains qui sont utilisés aux fins de transformation, de fabrication ou de production d’énergie électrique.

**4(9)** Nonobstant le paragraphe 3(1), et nonobstant le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l’impôt foncier*, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur la partie des terrains d’un aéroport qui ne bénéficie pas de l’exonération en vertu de l’alinéa (1)j), y compris les aménagements et bâtiments ou parties de bâtiments sur ces terrains qui facilitent le déplacement des passagers ou du fret, à l’exception des héliports, si les terrains de l’aéroport satisfont aux exigences de certification prévues à la *Loi sur l’aéronautique* (Canada) et si l’aéroport a une piste en état de fonctionnement en asphalté ou en béton qui est d’au moins 915 mètres de longueur.

1965-66, c.110, art.4; 1967, c.25, art.3; 1968, c.15, art.2; 1969, c.22, art.2, 3, 4; 1970, c.8, art.2; 1971, c.16, art.2; 1973, c.18, art.1; 1974, c.2(Supp.), art.1; 1975, c.8, art.1; 1978, c.6, art.1; 1979, c.5, art.1; 1980, c.6, art.2; 1982, c.6, art.1; 1983, c.12, art.3; 1986, c.13, art.2; 1994, c.38, art.1; 1997, c.4, art.2; 1997, c.67, art.1; 1998, c.11, art.1; 1999, c.10, art.1; 2000, c.56, art.1; 2003, c.32, art.1; 2004, c.13, art.1; 2004, c.20, art.7; 2005, c.7, art.3.

**4.1(1)** Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

« exonération » Exonération du calcul ou du prélèvement des taxes ou taux provinciaux. (*exemption*)

« logement à loyer modique » Logement à loyer modique fourni aux particuliers et familles à faible revenu. (*low rental housing accommodation*)

« ministre » Le ministre des Services familiaux et communautaires et toute personne qu’il désigne pour le représenter aux fins du présent article. (*Minister*)

**4.1(2)** Nonobstant le paragraphe 3(1), et nonobstant le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l’impôt foncier*, mais sous réserve du paragraphe (23) et de l’approbation du directeur, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur des biens réels ou sur la partie des biens réels qui sont évalués au nom d’une organisation de logement à but non lucratif et qui servent de logement à loyer modique.

**4.1(3)** Nonobstant le paragraphe 3(1), et nonobstant le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l’impôt foncier*, si la partie

the portion of real property for which an exemption has already been approved under subsection (2) is increased or reduced and if the portion so increased or reduced is used for low rental housing accommodation and is still assessed in the name of the same not-for-profit housing organization, then, subject to subsection (23) and the approval of the Director, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on the portion of real property so used.

**4.1(4)** Notwithstanding subsection 3(1), and notwithstanding subsection 5(1) of the *Real Property Tax Act*, if, on January 1 of the year before the year for which an exemption was approved under subsection (2) or (3), there was new construction on the portion of real property for which the exemption was approved and if the portion of real property was assessed on that January 1 in the name of the same not-for-profit housing organization, then, subject to subsection (23) and the approval of the Director, provincial taxes or rates shall not be calculated or levied on the new construction for the year before the year for which the exemption was approved under subsection (2) or (3).

**4.1(5)** Subsection (4) does not apply to new construction on January 1, 2004.

**4.1(6)** A not-for-profit housing organization may apply to the Minister, on a form provided by the Minister,

(a) for the purposes of subsection (2) or (3), to determine if it meets the criteria prescribed by regulation and if it provides low rental housing accommodation, or

(b) for the purposes of subsection (4), to determine if, on the January 1 referred to in subsection (4), it met the criteria prescribed by regulation.

**4.1(7)** The Minister shall approve the application and send a copy of the approval to the Director if

(a) for the purposes of subsection (2) or (3), the Minister determines that the not-for-profit housing organization meets the criteria referred to in subsection (6) and that the not-for-profit housing organization provides low rental housing accommodation, or

(b) for the purposes of subsection (4), the Minister determines that, on the January 1 referred to in subsection (4), the not-for-profit housing organization met the criteria referred to in subsection (6).

des biens réels pour laquelle une exonération a déjà été approuvée en vertu du paragraphe (2) est augmentée ou diminuée et si la partie ainsi augmentée ou diminuée sert de logement à loyer modique et qu'elle est encore évaluée au nom de la même organisation de logement à but non lucratif, alors, sous réserve du paragraphe (23) et de l'approbation du directeur, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur la partie des biens réels qui sert ainsi.

**4.1(4)** Nonobstant le paragraphe 3(1), et nonobstant le paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'impôt foncier*, si, le 1<sup>er</sup> janvier de l'année avant l'année pour laquelle une exonération a été approuvée en vertu du paragraphe (2) ou (3), il y avait une nouvelle construction sur la partie des biens réels pour laquelle l'exonération a été approuvée et si la partie des biens réels était évaluée ce 1<sup>er</sup> janvier au nom de la même organisation de logement à but non lucratif, alors, sous réserve du paragraphe (23) et de l'approbation du directeur, les taxes ou taux provinciaux ne sont pas calculés ou prélevés sur la nouvelle construction pour l'année avant l'année pour laquelle l'exonération a été approuvée en vertu du paragraphe (2) ou (3).

**4.1(5)** Le paragraphe (4) ne s'applique pas à une nouvelle construction le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**4.1(6)** Une organisation de logement à but non lucratif peut, au moyen de la formule fournie par le ministre, demander au ministre :

a) aux fins du paragraphe (2) ou (3), de déterminer si elle répond aux critères prescrits par règlement et si elle fournit des logements à loyer modique;

b) aux fins du paragraphe (4), de déterminer si, le 1<sup>er</sup> janvier visé au paragraphe (4), elle répondait aux critères prescrits par règlement.

**4.1(7)** Le ministre approuve la demande et envoie une copie de l'approbation au directeur dans les cas suivants :

a) aux fins du paragraphe (2) ou (3), si le ministre détermine que l'organisation de logement à but non lucratif répond aux critères visés au paragraphe (6) et qu'elle fournit des logements à loyer modique;

b) aux fins du paragraphe (4), si le ministre détermine que, le 1<sup>er</sup> janvier visé au paragraphe (4), l'organisation de logement à but non lucratif répondait aux critères visés au paragraphe (6).

**4.1(8)** For the purposes of subsection (2) or (3), an approval of the Minister for any year must be granted in the preceding year on or before the date prescribed by regulation.

**4.1(9)** Notwithstanding subsection (8), for the purposes of subsection (2), the deadline for an approval of the Minister for 2005 is December 31, 2005.

**4.1(10)** For the purposes of subsection (4), an approval of the Minister must be granted in the year for which the exemption was approved under subsection (2) or (3) and on or before the date prescribed by regulation.

**4.1(11)** The Director's decision to approve or to refuse to approve an exemption under subsection (2) or (3) and the Director's determination of the portion of the total assessment attributable to the portion of real property that is used for low rental housing accommodation shall be made on the basis of the Minister's approval under paragraph (7)(a) and on the basis of such other information as the Director requires.

**4.1(12)** The Director's decision to approve or to refuse to approve an exemption under subsection (4) and the Director's determination of the portion of the total assessment attributable to the new construction shall be made on the basis of the Minister's approval under paragraph (7)(b) and on the basis of such other information as the Director requires.

**4.1(13)** For the purposes of subsections (2) and (3), the determination of the portion of the total assessment attributable to the portion of real property that is used for low rental housing accommodation is in the sole discretion of the Director.

**4.1(14)** For the purposes of subsection (4), the determination of the portion of the total assessment attributable to the new construction is in the sole discretion of the Director.

**4.1(15)** A not-for-profit housing organization shall notify the Minister and the Director immediately if there is a change in the size or use of the real property or portion of real property for which an exemption was approved under subsection (2) or (3) or if the not-for-profit housing organization no longer meets the criteria referred to in subsection (6).

**4.1(16)** A decision of the Director to approve an exemption under subsection (2), (3) or (4) has effect from January 1 of the year for which the exemption is approved, and

**4.1(8)** Aux fins du paragraphe (2) ou (3), une approbation du ministre pour une année donnée est accordée dans l'année qui précède, à la date prescrite par règlement ou avant cette date.

**4.1(9)** Nonobstant le paragraphe (8), aux fins du paragraphe (2), la date limite pour une approbation du ministre pour 2005 est le 31 décembre 2005.

**4.1(10)** Aux fins du paragraphe (4), une approbation du ministre est accordée dans l'année pour laquelle l'exonération a été approuvée en vertu du paragraphe (2) ou (3), à la date prescrite par règlement ou avant cette date.

**4.1(11)** La décision du directeur d'approuver ou de refuser d'approuver une exonération en vertu du paragraphe (2) ou (3) et la détermination par le directeur de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la partie des biens réels qui sert de logement à loyer modique sont fondées sur l'approbation du ministre conformément à l'alinéa (7)a) ainsi que sur les autres renseignements que le directeur requiert.

**4.1(12)** La décision du directeur d'approuver ou de refuser d'approuver une exonération en vertu du paragraphe (4) et la détermination par le directeur de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la nouvelle construction sont fondées sur l'approbation du ministre conformément à l'alinéa (7)b) ainsi que sur les autres renseignements que le directeur requiert.

**4.1(13)** Aux fins des paragraphes (2) et (3), la détermination de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la partie des biens réels qui sert de logement à loyer modique est à la seule discrétion du directeur.

**4.1(14)** Aux fins du paragraphe (4), la détermination de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la nouvelle construction est à la seule discrétion du directeur.

**4.1(15)** Une organisation de logement à but non lucratif doit aviser immédiatement le ministre et le directeur s'il y a un changement dans la grandeur ou dans l'utilisation des biens réels ou de la partie des biens réels pour lesquels une exonération a été approuvée en vertu du paragraphe (2) ou (3), ou si l'organisation de logement à but non lucratif ne répond plus aux critères visés au paragraphe (6).

**4.1(16)** La décision du directeur d'approuver une exonération en vertu du paragraphe (2), (3) ou (4) prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'exonéra-

any changes required to be made in the assessment and tax roll as a result of the exemption shall be made as soon as possible after the decision is made.

**4.1(17)** A decision of the Director to approve an exemption under subsection (2) or (3) has effect until and including December 31 of the year in which

(a) there is a change in the size or use of the real property or portion of real property,

(b) the not-for-profit housing organization no longer meets the criteria referred to in subsection (6), or

(c) the real property or portion of real property is no longer assessed in the name of the not-for-profit housing organization.

**4.1(18)** The Minister's decision to approve or to refuse to approve an application under subsection (6) is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**4.1(19)** The Director's decision to approve or to refuse to approve an exemption under subsection (2), (3) or (4) is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**4.1(20)** The Director's determination of the portion of the total assessment attributable to the portion of real property for which an exemption is approved under subsection (2) or (3) is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**4.1(21)** The Director's determination of the portion of the total assessment attributable to the new construction for which an exemption is approved under subsection (4) is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**4.1(22)** Sections 25, 27, 28 and 37 do not apply to

(a) the Director's decision to approve or to refuse to approve an exemption under subsection (2), (3) or (4),

(b) the Director's determination of the portion of the total assessment attributable to the portion of real property for which an exemption is approved under subsection (2) or (3), or

tion est approuvée, et tout changement requis au rôle d'évaluation et d'impôt en conséquence de l'exonération se fait aussitôt que possible après que la décision est rendue.

**4.1(17)** La décision du directeur d'approuver une exonération en vertu du paragraphe (2) ou (3) est en vigueur jusqu'au 31 décembre inclusivement de l'année au cours de laquelle un des événements suivants se produit :

a) il y a un changement dans la grandeur ou dans l'utilisation des biens réels ou de la partie des biens réels;

b) l'organisation de logement à but non lucratif ne répond plus aux critères visés au paragraphe (6);

c) les biens réels ou la partie des biens réels ne sont plus évalués au nom de l'organisation de logement à but non lucratif.

**4.1(18)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la décision du ministre d'approuver ou de refuser d'approuver une demande en vertu du paragraphe (6).

**4.1(19)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la décision du directeur d'approuver ou de refuser d'approuver une exonération en vertu du paragraphe (2), (3) ou (4).

**4.1(20)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la détermination par le directeur de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la partie des biens réels pour laquelle une exonération est approuvée en vertu du paragraphe (2) ou (3).

**4.1(21)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la détermination par le directeur de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la nouvelle construction pour laquelle une exonération est approuvée en vertu du paragraphe (4).

**4.1(22)** Les articles 25, 27, 28 et 37 ne s'appliquent pas :

a) à la décision du directeur d'approuver ou de refuser d'approuver une exonération en vertu du paragraphe (2), (3) ou (4);

b) à la détermination par le directeur de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la partie des biens réels pour laquelle une exonération est approuvée en vertu du paragraphe (2) ou (3);

(c) the Director's determination of the portion of the total assessment attributable to the new construction for which an exemption is approved under subsection (4).

**4.1(23)** This section does not apply to real property prescribed by regulation.

**4.1(24)** A person who fails to notify the Minister or the Director under subsection (15) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

2004, c.42, s.1.

**5** Repealed: 1982, c.7, s.3.

1965-66, c.110, s.5; 1967, c.25, s.4; 1968, c.15, s.3; 1971, c.15, s.3; 1977, c.6, s.2; 1982, c.7, s.3.

**6** Repealed: 1982, c.7, s.4.

1965-66, c.110, s.6; 1967, c.25, s.5, 6; 1969, c.22, s.5; 1970, c.8, s.3; 1982, c.7, s.4.

**7** Where real property is used partly for residential purposes and partly for non-residential purposes the determination of the portion of the total assessment attributable to residential property and to non-residential property shall be made by the Director.

1965-66, c.110, s.7; 1982, c.7, s.5; 1990, c.55, s.2.

### ASSESSMENT REDUCTIONS

1997, c.67, s.2.

**7.1(1)** A charitable organization, not-for-profit organization, municipality or rural community may apply to the Director, on a form provided by the Director, for a reduction of the assessment of real property or a portion of real property as provided for in this section.

**7.1(2)** An application under subsection (1) for a reduction of assessment for any year must be made in the preceding year on or before the date prescribed by regulation.

**7.1(3)** Notwithstanding subsection (2), the deadline for an application under subsection (1) for a reduction of an assessment for 1998 is December 31, 1998.

**7.1(4)** Upon receipt of an application under subsection (1), the Director may, in his or her discretion, reduce by

c) à la détermination par le directeur de la fraction de l'évaluation totale correspondant à la nouvelle construction pour laquelle une exonération est approuvée en vertu du paragraphe (4).

**4.1(23)** Le présent article ne s'applique pas aux biens réels précisés par règlement.

**4.1(24)** Toute personne qui omet d'aviser le ministre ou le directeur tel que le prévoit le paragraphe (15) commet une infraction punissable en vertu de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

2004, c.42, art.1.

**5** Abrogé : 1982, c.7, art.3.

1965-66, c.110, art.5; 1967, c.25, art.4; 1968, c.15, art.3; 1971, c.15, art.3; 1977, c.6, art.2; 1982, c.7, art.3.

**6** Abrogé : 1982, c.7, art.4.

1965-66, c.110, art.6; 1967, c.25, art.5, 6; 1969, c.22, art.5; 1970, c.8, art.3 1982, c.7, art.4.

**7** Lorsque des biens réels sont utilisés en partie à des fins résidentielles et en partie à des fins non résidentielles, la fraction de l'évaluation totale correspondant aux biens résidentiels et aux biens non résidentiels est déterminée par le directeur.

1965-66, c.110, art.7; 1982, c.7, art.5; 1990, c.55, art.2.

### RÉDUCTIONS D'ÉVALUATION

1997, c.67, art.2.

**7.1(1)** Une organisation de bienfaisance, une organisation à but non lucratif, une municipalité ou une communauté rurale peut demander au directeur, au moyen d'une formule fournie par celui-ci, une réduction de l'évaluation des biens réels ou d'une partie des biens réels tel que le présent article le prévoit.

**7.1(2)** Une demande prévue au paragraphe (1) de réduction de l'évaluation pour une année donnée est faite dans l'année qui précède, à la date prescrite par règlement ou avant cette date.

**7.1(3)** Nonobstant le paragraphe (2), la date limite pour une demande prévue au paragraphe (1) de réduction d'évaluation pour 1998 est le 31 décembre 1998.

**7.1(4)** Sur réception d'une demande prévue au paragraphe (1), le directeur peut, à sa discrétion, réduire

(a) one hundred per cent, the assessment in respect of 1998 or any succeeding year of real property, or that portion of real property, that is owned and occupied by an applicant prescribed by regulation and that meets the conditions in accordance with the regulations,

(b) ninety per cent, the assessment in respect of 1998 or any succeeding year of real property, or that portion of real property, that is owned and occupied by an applicant prescribed by regulation and that meets the conditions in accordance with the regulations,

(c) sixty-five per cent, the assessment in respect of 1998 or any succeeding year of real property, or that portion of real property, that is owned and occupied by an applicant prescribed by regulation and that meets the conditions in accordance with the regulations, or

(d) thirty-five per cent, the assessment in respect of 1998 or any succeeding year of real property, or that portion of real property, that is owned and occupied by an applicant prescribed by regulation and that meets the conditions in accordance with the regulations.

**7.1(5)** A decision of the Director to reduce an assessment under subsection (4) has effect from January 1 of the year for which the assessment is reduced, and any changes required to be made in the assessment and tax roll as a result of the decision shall be made as soon as possible after the decision is made.

**7.1(6)** A decision of the Director to reduce an assessment under subsection (4) has effect until and including December 31 of the year in which the real property or portion of the real property is no longer owned and occupied by the charitable organization, not-for-profit organization, municipality or rural community, as the case may be, or no longer meets the conditions in accordance with paragraph (4)(a), (b), (c) or (d), as the case may be.

**7.1(7)** An application under subsection (1) shall be decided on the basis of written information provided by the applicant and such other information as the Director requires.

**7.1(8)** The decision of the Director as to whether a charitable organization, not-for-profit organization, municipality or rural community is entitled to a reduction of an assessment under this section, the amount of the reduction of an assessment and the portion of real property for which the reduction of an assessment may be granted is fi-

a) de cent pour cent, l'évaluation à l'égard de 1998 ou de toute année suivante des biens réels, ou de la partie des biens réels, dont un requérant prescrit par règlement est propriétaire et qu'il occupe et qui satisfont aux conditions conformément aux règlements,

b) de quatre-vingt-dix pour cent, l'évaluation à l'égard de 1998 ou de toute année suivante des biens réels, ou de la partie des biens réels, dont un requérant prescrit par règlement est propriétaire et qu'il occupe et qui satisfont aux conditions conformément aux règlements,

c) de soixante-cinq pour cent, l'évaluation à l'égard de 1998 ou de toute année suivante des biens réels, ou de la partie des biens réels, dont un requérant prescrit par règlement est propriétaire et qu'il occupe et qui satisfont aux conditions conformément aux règlements, ou

d) de trente-cinq pour cent, l'évaluation à l'égard de 1998 ou de toute année suivante des biens réels, ou de la partie des biens réels, dont un requérant prescrit par règlement est propriétaire et qu'il occupe et qui satisfont aux conditions conformément aux règlements.

**7.1(5)** La décision du directeur de réduire une évaluation en vertu du paragraphe (4) prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'évaluation est réduite, et tous changements requis au rôle d'évaluation et d'impôt en conséquence de la décision sont faits aussitôt que possible après que la décision est rendue.

**7.1(6)** La décision du directeur de réduire une évaluation en vertu du paragraphe (4) est en vigueur jusqu'au 31 décembre inclusivement de l'année au cours de laquelle les biens réels ou la partie des biens réels ne sont plus la propriété et ne sont plus occupés par l'organisation de bienfaisance, l'organisation à but non lucratif, la municipalité ou la communauté rurale, selon le cas, ou ne satisfont plus aux conditions conformément à l'alinéa (4)a), b), c) ou d), selon le cas.

**7.1(7)** Une demande prévue au paragraphe (1) est décidée sur la base des renseignements écrits fournis par le requérant et des autres renseignements que le directeur requiert.

**7.1(8)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal la décision du directeur quant à savoir si une organisation de bienfaisance, une organisation à but non lucratif, une municipalité ou une communauté rurale a droit à la réduction d'une évaluation en vertu du présent article, quant à savoir quel est le montant de la ré-

nal and may not be questioned or reviewed in any court, and sections 25, 27 and 37 do not apply with respect to real property or portions of real property under this section.

**7.1(9)** A person who knowingly makes a false statement or knowingly provides wrong information in the course of making an application under subsection (1) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

1997, c.67, s.2; 2005, c.7, s.3.

**7.2(1)** A person in whose name real property is assessed may apply to the Director, on a form provided by the Director, for a reduction of the assessment of real property or a portion of real property as provided for in this section.

**7.2(2)** An application under subsection (1) for a reduction of assessment for any year must be made in the preceding year on or before the date prescribed by regulation.

**7.2(3)** Notwithstanding subsection (2), the deadline for an application under subsection (1) for a reduction of assessment for 1998 is December 31, 1998.

**7.2(4)** Upon receipt of an application under subsection (1), the Director may, in his or her discretion, reduce by ninety per cent the assessment in respect of 1998 or any succeeding year of real property, or that portion of real property, that is occupied by an agricultural fair association, racing association or other group and is used as a horse racetrack, raceway or racecourse.

**7.2(5)** A decision of the Director to reduce an assessment under subsection (4) has effect from January 1 of the year for which the assessment is reduced, and any changes required to be made in the assessment and tax roll as a result of the decision shall be made as soon as possible after the decision is made.

**7.2(6)** A decision of the Director to reduce an assessment under subsection (4) has effect until and including December 31 of the year in which the real property or portion of the real property is no longer occupied by an agricultural fair association, racing association or other group or is no longer used as a horse racetrack, raceway or racecourse.

duction d'une évaluation et quant à savoir quelle est la partie des biens réels pour laquelle la réduction d'une évaluation peut être accordée, et les articles 25, 27 et 37 ne s'appliquent pas à l'égard des biens réels ou des parties des biens réels en vertu du présent article.

**7.1(9)** La personne qui fait sciemment une fausse déclaration ou fournit sciemment des renseignements erronés au cours d'une demande prévue au paragraphe (1) commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

1997, c.67, art.2; 2005, c.7, art.3.

**7.2(1)** La personne au nom de laquelle des biens réels sont évalués peut demander au directeur, au moyen d'une formule fournie par le directeur, une réduction de l'évaluation des biens réels ou d'une partie des biens réels tel que le présent article le prévoit.

**7.2(2)** Une demande prévue au paragraphe (1) de réduction d'une évaluation pour une année donnée est faite au cours de l'année précédente à la date prescrite par règlement ou avant cette date.

**7.2(3)** Nonobstant le paragraphe (2), la date limite pour la demande prévue au paragraphe (1) de réduction de l'évaluation pour 1998 est le 31 décembre 1998.

**7.2(4)** Sur réception d'une demande prévue au paragraphe (1), le directeur peut, à sa discrétion, réduire de quatre-vingt-dix pourcent l'évaluation à l'égard de 1998 ou de toute année suivante des biens réels, ou de la partie des biens réels, qui sont occupés par une association de foires agricoles, une association de course ou un autre groupe et qui sont utilisés comme piste, terrain ou champ de course hippique.

**7.2(5)** La décision du directeur de réduire une évaluation en vertu du paragraphe (4) prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'évaluation est réduite, et tous changements requis au rôle d'évaluation et d'impôt en conséquence de la décision sont faits aussitôt que possible après que la décision est rendue.

**7.2(6)** La décision du directeur de réduire une évaluation en vertu du paragraphe (4) est en vigueur jusqu'au 31 décembre inclusivement de l'année au cours de laquelle les biens réels ou la partie des biens réels ne sont plus occupés par une association de foires agricoles, une association de course ou autre groupe ou ne sont plus utilisés comme piste, terrain ou champ de course hippique.



**7.2(7)** An application under subsection (1) shall be decided on the basis of written information provided by the applicant and such other information as the Director requires.

**7.2(8)** The decision of the Director as to whether a person is entitled to a reduction of an assessment under this section and the portion of real property for which the reduction of an assessment may be granted is final and may not be questioned or reviewed in any court, and sections 25, 27 and 37 do not apply with respect to real property or portions of real property under this section.

**7.2(9)** A person who knowingly makes a false statement or knowingly provides wrong information in the course of making an application under subsection (1) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

1997, c.67, s.2.

#### ASSESSMENT RETURNS BY TAXPAYERS

**8(1)** The Director shall at all reasonable times and upon reasonable requests be given free access to all real property and to all parts of every building, and to all reports, records, financial statements, statistics or other relevant information in the possession or control of the owner, occupier or user that he considers necessary, for the purpose of making a proper assessment or to reconsider an assessment in respect thereof.

**8(1.01)** Notwithstanding subsection (1), the Director may at all reasonable times enter upon private lands for the purpose of carrying out an inspection of the lands and allowing the Director, without entry into any building, to make an assessment or to reconsider an assessment of the real property.

**8(1.1)** In assessing real property, the Director may request, and may rely upon, reports, records, financial statements, statistics and other relevant information in the possession or control of the owner, occupier or user that he considers necessary and that relate to the ownership, quantity, nature, location, extent and value of such real property; and an assessment of real property at its real and true value may be made by means of examining such reports, records, financial statements, statistics or other information, and such assessment shall be deemed to be a valid and proper assessment for all purposes of this Act and the *Real Property Tax Act* notwithstanding that no other means were used to assess the real property at its

**7.2(7)** Une demande prévue au paragraphe (1) est décidée sur la base des renseignements écrits fournis par le requérant et des autres renseignements que le directeur requiert.

**7.2(8)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal la décision du directeur quant à savoir si une personne a droit à la réduction d'une évaluation en vertu du présent article et quant à savoir quelle est la partie des biens réels pour laquelle la réduction d'une évaluation peut être accordée, et les articles 25, 27 et 37 ne s'appliquent pas à l'égard des biens réels ou des parties des biens réels en vertu du présent article.

**7.2(9)** La personne qui fait sciemment une fausse déclaration ou fournit sciemment des renseignements erronés au cours d'une demande prévue au paragraphe (1) commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

1997, c.67, art.2.

#### DÉCLARATIONS D'ÉVALUATION DES CONTRIBUABLES

**8(1)** Le directeur doit, à tout moment raisonnable et sur demande raisonnable, avoir libre accès à tous biens réels et à toute partie de chaque bâtiment, ainsi qu'à tous rapports, dossiers, états financiers, statistiques ou autres renseignements utiles en la possession ou sous la surveillance du propriétaire, de l'occupant ou de l'utilisateur, que le directeur juge utiles, afin de faire une évaluation convenable des biens réels ou d'examiner s'il y a lieu de modifier l'évaluation de ces biens.

**8(1.01)** Nonobstant le paragraphe (1), le directeur peut à tout moment raisonnable entrer sur des terrains privés aux fins d'y mener une inspection des terrains et de lui permettre, sans entrer dans un bâtiment, de faire une évaluation ou de reconsidérer une évaluation des biens réels.

**8(1.1)** Pour évaluer des biens réels, le directeur peut demander, et tenir compte, des rapports, dossiers, états financiers, statistiques et autres renseignements utiles en la possession ou sous la surveillance du propriétaire, de l'occupant ou de l'utilisateur, qu'il juge utiles et qui concernent le droit de propriété, le mètre, la nature, l'emplacement, l'étendue et la valeur de ces biens réels; une évaluation des biens réels à leur valeur réelle et exacte qui peut être faite au moyen de l'examen de ces rapports, dossiers, états financiers, statistiques et autres renseignements, est réputée être une évaluation valable et conforme aux fins de la présente loi et de la *Loi sur l'impôt foncier* bien qu'aucun autre moyen ne fut utilisé pour évaluer les

real and true value and notwithstanding that an inspection of the real property has not been carried out.

**8(2)** Every owner, user or occupier of real property shall upon request give to the Director, within thirty days of the delivery or mailing of the request, all the information in his knowledge that will assist the Director to make a proper assessment of the real property or to reconsider an assessment.

**8(2.1)** A request mailed to an owner, user or occupier under subsection (1), (1.1) or (2) shall be deemed to have been received by the person to whom it was addressed not later than the seventh day after the day of mailing.

**8(2.2)** Proof of the sending of a request under subsection (1), (1.1) or (2) may be made by a certificate purporting to be signed by the Director naming the person to whom the request was sent and specifying the time, place and manner of the sending of the request.

**8(2.3)** A document that purports to be a certificate of the Director under subsection (2.2) may be adduced in evidence before any court, judge or board and when so adduced is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts stated therein without proof of the appointment, signature or authority of the Director.

**8(3)** Where a person in whose name the assessment is made fails to comply with this section or section 9, the Director may estimate the real and true value of the real property in question, and such estimate shall be deemed to be the real and true value of the real property.

**8(4)** No person shall have any right of action for trespass resulting from entry upon private lands authorized under this section.

1965-66, c.110, s.8; 1968, c.15, s.4; 1971, c.15, s.4; 1975, c.8, s.2; 1979, c.6, s.2; 1983, c.12, s.4; 1989, c.N-5.01, s.31; 1994, c.38, s.2; 1998, c.11, s.2.

**9(1)** Where the Director has requested information under section 8 for the purpose of making a proper assessment or for the purpose of reconsidering an assessment of the real property and has been unable to obtain all the information which, in the opinion of the Director, is necessary for such purpose, the Director may deliver or cause to be delivered or mailed by registered mail to the address

biens réels à leur valeur réelle et exacte et qu'une inspection des biens réels n'ait pas été effectuée.

**8(2)** Tout propriétaire, utilisateur ou occupant de biens réels doit, dans les trente jours de la remise ou de l'expédition par la poste de la demande qui lui est adressée, fournir au directeur tous les renseignements qu'il possède et qui aideront le directeur à évaluer convenablement les biens réels ou à examiner s'il y a lieu d'en modifier l'évaluation.

**8(2.1)** Une demande expédiée par la poste à un propriétaire, un utilisateur ou un occupant en vertu du paragraphe (1), (1.1) ou (2) est réputée avoir été reçue par la personne à laquelle elle a été adressée au plus tard le septième jour qui suit la date de mise à la poste.

**8(2.2)** La preuve de l'expédition d'une demande en vertu du paragraphe (1), (1.1) ou (2) peut se faire au moyen d'un certificat présenté comme signé par le directeur, indiquant le nom de la personne à laquelle la demande a été envoyée et mentionnant l'heure, la date, le lieu et le mode d'expédition de la demande.

**8(2.3)** Un document présenté comme étant un certificat du directeur en vertu du paragraphe (2.2) peut être produit en preuve devant toute cour, tout juge ou toute commission et, lorsqu'il est ainsi produit, il fait, à défaut de preuve contraire, foi des faits qui y sont énoncés sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs du directeur.

**8(3)** Lorsqu'une personne au nom de laquelle l'évaluation est faite, omet de se conformer au présent article ou à l'article 9, le directeur peut estimer la valeur réelle et exacte des biens réels en question; cette évaluation est réputée être la valeur réelle et exacte des biens réels.

**8(4)** Nul n'a un droit d'action en raison d'un acte d'intrusion qui résulte de l'entrée sur des terrains privés autorisée en vertu du présent article.

1965-66, c.110, art.8; 1968, c.15, art.4; 1971, c.15, art.4; 1975, c.8, art.2; 1979, c.6, art.2; 1983, c.12, art.4; 1989, c.N-5.01, art.31; 1994, c.38, art.2; 1998, c.11, art.2.

**9(1)** Lorsque le directeur a demandé des renseignements en vertu de l'article 8 afin d'évaluer convenablement des biens réels ou d'examiner s'il y a lieu d'en modifier l'évaluation et a été incapable d'obtenir tous les renseignements qu'il estime nécessaires à cette fin, il peut remettre, faire remettre ou expédier ou faire expédier par courrier recommandé, à l'adresse de toute personne dont

of any person who is liable to be assessed in respect of the real property a notice or demand for information.

**9(1.1)** A notice or demand for information sent to a person by registered mail under subsection (1) shall be deemed to have been received by the person to whom it was addressed not later than the seventh day after the day of mailing.

**9(1.2)** Proof of the sending of a notice or demand for information under subsection (1) may be made by a certificate purporting to be signed by the Director naming the person to whom the notice or demand for information was sent and specifying the time, place and manner of the sending of the notice or demand for information.

**9(1.3)** A document that purports to be a certificate of the Director under subsection (1.2) may be adduced in evidence before any court, judge or board and when so adduced is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts stated therein without proof of the appointment, signature or authority of the Director.

**9(2)** Every person to whom such notice or demand for information is delivered or mailed, shall, within fourteen days after the delivery or mailing, provide such information required thereby that is within his knowledge or which can be obtained by him, and shall sign and deliver or mail such information demanded to the person designated in the notice or demand.

1965-66, c.110, s.9; 1968, c.15, s.5; 1975, c.8, s.3; 1979, c.6, s.3; 1983, c.12, s.5; 1989, c.N-5.01, s.31.

**10(1)** Every person who, having been required to provide information under sections 8 and 9, fails to provide such information commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category C offence.

**10(2)** Every person who knowingly states anything false in any such statement or in furnishing such information commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

**10(3)** In a prosecution under this section, a certificate signed by the Director or bearing a signature purporting to be that of the Director stating that a person, having been required to provide information under sections 8 and 9, failed to provide such information may be adduced in evidence in any court and when so adduced is, in the absence

les biens réels doivent être évalués, un avis ou une demande formelle de renseignements.

**9(1.1)** Un avis ou une demande formelle de renseignements expédié à une personne par courrier recommandé en vertu du paragraphe (1), est réputé avoir été reçu par la personne à laquelle il a été adressé au plus tard le septième jour qui suit la date de mise à la poste.

**9(1.2)** La preuve de l'expédition d'un avis ou d'une demande formelle de renseignements en vertu du paragraphe (1) peut se faire au moyen d'un certificat présenté comme signé par le directeur, indiquant le nom de la personne à laquelle l'avis ou la demande a été expédié et mentionnant l'heure, la date, le lieu et le mode d'expédition de l'avis ou de la demande.

**9(1.3)** Un document présenté comme étant un certificat du directeur en vertu du paragraphe (1.2) peut être produit en preuve devant toute cour, tout juge ou toute commission et, lorsqu'il est ainsi produit, il fait, à défaut de preuve contraire, foi des faits qui y sont énoncés sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs du directeur.

**9(2)** Toute personne à qui un tel avis ou une telle demande formelle de renseignements est remise ou expédiée par la poste doit, dans les quatorze jours de la remise ou de l'expédition par la poste, fournir tous les renseignements y demandés qu'elle possède ou peut obtenir, et doit signer ces renseignements et les remettre ou expédier à la personne désignée dans l'avis ou la demande.

1965-66, c.110, art.9; 1968, c.15, art.5; 1975, c.8, art.3; 1979, c.6, art.3; 1983, c.12, art.5; 1989, c.N-5.01, art.31.

**10(1)** Quiconque omet de fournir les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 8 et 9, commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe C.

**10(2)** Quiconque fait sciemment un énoncé faux dans une telle déclaration ou en fournissant de tels renseignements commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

**10(3)** Dans une poursuite engagée en vertu du présent article, un certificat signé du directeur ou portant une signature présentée comme étant celle du directeur et énonçant qu'une personne a omis de fournir les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 8 et 9, peut être produit en preuve devant toute cour et, lorsqu'il

of evidence to the contrary, proof of the facts stated therein without proof of the appointment, signature or authority of the Director.

**10(4)** A judge may, in addition to imposing a fine under subsection (1) or (2), make an order directing the person to provide the information required under sections 8 and 9.

1965-66, c.110, s.10; 1983, c.12, s.6; 1989, c.N-5.01, s.31; 1990, c.61, s.12.

**11** Every person who wilfully obstructs or interferes with the Director in the performance of any of his duties or the exercise of his rights, powers and privileges under this Act commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

1965-66, c.110, s.11; 1983, c.12, s.7; 1989, c.N-5.01, s.31; 1990, c.61, s.12.

**12(1)** Subject to subsections (2), (3), (3.1) and (3.2), no person employed by the Province who, in the course of his duties, acquires information or documentation or has access to information or documentation furnished by any person that is not required to be entered on the assessment and tax roll and that relates in any way to the determination of the value of any real property subject to assessment or the amount of the assessment thereof shall disclose or permit to be disclosed such information or documentation to any person who is not entitled in the course of his duties under this Act or any other Act to acquire or have access thereto.

**12(2)** Subsection (1) does not apply to any person employed by the Province who is a witness in an appeal of an assessment under this Act, an arbitration or any proceeding before any court.

**12(3)** Subsection (1) does not apply to an exchange of valuations ordered pursuant to the regulations.

**12(3.1)** Information or documentation relating to the determination of the value of any real property subject to assessment or the amount of the assessment, other than an affidavit of transfer, may be disclosed to the owner of the real property if the information or documentation

(a) does not relate to real property owned by any other person, and

est ainsi produit, il fait, à défaut de preuve contraire, foi des faits qui y sont énoncés sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs du directeur.

**10(4)** En plus d'imposer une amende en vertu du paragraphe (1) ou (2), un juge peut rendre une ordonnance enjoignant à la personne de fournir les renseignements demandés en vertu des articles 8 et 9.

1965-66, c.110, art.10; 1983, c.12, art.6; 1989, c.N-5.01, art.31; 1990, c.61, art.12.

**11** Quiconque contrecarre ou gêne volontairement le directeur dans l'exercice des fonctions, droits, pouvoirs ou privilèges que lui confère la présente loi, commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

1965-66, c.110, art.11; 1983, c.12, art.7; 1989, c.N-5.01, art.31; 1990, c.61, art.12.

**12(1)** Sous réserve des paragraphes (2), (3), (3.1) et (3.2), il est interdit à tout employé de la Province qui obtient dans l'exercice de ses fonctions des renseignements ou de la documentation ou a accès à des renseignements ou de la documentation fournis par une personne dont l'inscription au rôle d'évaluation et d'impôt n'est pas requise et qui ont un rapport quelconque avec la détermination de la valeur de tous biens réels assujettis à l'évaluation ou du montant de leur évaluation, de divulguer ces renseignements ou cette documentation ou d'en permettre la divulgation à quiconque n'est pas habilité dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente ou de toute autre loi, à les obtenir ou à y avoir accès.

**12(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un employé de la Province qui témoigne lors d'un appel d'une évaluation en vertu de la présente loi, d'un arbitrage ou de toute instance devant une cour.

**12(3)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un échange d'appréciations ordonné conformément aux règlements.

**12(3.1)** Les renseignements ou la documentation se rapportant à la détermination de la valeur de tous biens réels assujettis à l'évaluation ou du montant de l'évaluation, autres qu'un affidavit de transfert, peuvent être divulgués au propriétaire des biens réels si les renseignements ou la documentation

a) ne se rapportent pas aux biens réels appartenant à toute autre personne, et

(b) does not reveal information concerning any other person.

**12(3.2)** Information or documentation relating to the determination of the value of any real property subject to assessment or the amount of the assessment may be disclosed, with the written approval of the Director, to any person employed by the government of Canada or any province or territory of Canada, if the person to whom the information or documentation is released agrees in writing that the information or documentation will be restricted to use in the assessment functions of that government and if similar information or documentation is available from that government on a reciprocal basis.

**12(3.3)** Information and documentation released under subsection (3.2) shall not refer to an identifiable individual or include any copies of documentation supplied by the owner of the real property or copies of assessment records relating to the real property.

**12(3.4)** No person shall permit direct access through either physical or electronic means to assessment records or files to a person to whom information or documentation is permitted to be disclosed under subsection (3.2).

**12(4)** The information or documentation referred to in subsection (1) is confidential and shall not be disclosed except as provided in this section.

**12(5)** A person who violates subsection (1) or subsection (3.4) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

**12(6)** Any person who violates subsection (1) or subsection (3.4) is liable to suspension or dismissal from office or employment.

**12(7)** In a prosecution under this section, a certificate signed by the Director or bearing a signature purporting to be that of the Director, stating that a person employed by the Province disclosed or permitted to be disclosed information or documentation in violation of subsection (1), or permitted direct access to records or files under subsection (3.4), may be adduced in evidence in any court or in any proceeding before a judge, adjudicator or board and when so adduced is, in the absence of evidence to the con-

b) ne dévoilent pas de renseignements concernant toute autre personne.

**12(3.2)** Les renseignements ou la documentation se rapportant à la détermination de la valeur de tous biens réels assujettis à l'évaluation ou du montant de l'évaluation peuvent être divulgués, avec l'approbation écrite du directeur, à toute personne employée par le gouvernement du Canada ou de toute province ou territoire du Canada, si la personne à laquelle les renseignements ou la documentation sont divulgués convient par écrit que les renseignements ou la documentation seront réservés à l'usage des fonctions d'évaluation de ce gouvernement et si ce gouvernement fournit des renseignements ou de la documentation semblables sur une base réciproque.

**12(3.3)** Les renseignements et la documentation divulgués en vertu du paragraphe (3.2) ne doivent pas faire mention de tout particulier identifiable ou comprendre des copies de la documentation fournie par le propriétaire des biens réels ou des copies de dossiers d'évaluation relatifs aux biens réels.

**12(3.4)** Il est interdit à quiconque de permettre à une personne à laquelle des renseignements ou de la documentation peuvent être divulgués en vertu du paragraphe (3.2) de donner un accès direct à des registres ou dossiers d'évaluation par des moyens physiques ou électroniques.

**12(4)** Les renseignements ou la documentation visés au paragraphe (1) sont confidentiels et ne doivent être divulgués que dans les cas prévus au présent article.

**12(5)** Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou au paragraphe (3.4) commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

**12(6)** Toute personne qui contrevient au paragraphe (1) ou au paragraphe (3.4) est passible d'une suspension ou d'un renvoi de son poste ou de son emploi.

**12(7)** Dans une poursuite en vertu du présent article, un certificat signé du directeur ou portant une signature présentée comme étant celle du directeur, énonçant qu'un employé de la Province a divulgué des renseignements ou de la documentation ou en a permis la divulgation en violation du paragraphe (1), ou a permis un accès direct aux registres ou dossiers visés au paragraphe (3.4) peut être produit en preuve devant toute cour ou dans toute instance devant un juge, un arbitre, ou une commission et, lorsqu'il

trary, proof of the facts stated therein without proof of the appointment, signature or authority of the Director.

1965-66, c.110, s.12; 1983, c.12, s.8; 1989, c.N-5.01, s.31; 1990, c.61, s.12; 1998, c.11, s.3; 2000, c.19, s.1.

**12.1** No information obtained under this Act, the *Registry Act* or the *Residential Property Tax Relief Act* shall be used in any report, except a report required or prepared under this Act, without the written approval of the Director.

1983, c.12, s.9; 1989, c.N-5.01, s.31.

**12.2(1)** In this section

“assessor” means a person designated under subsection 2(1) to act on behalf of the Director in respect of matters pertaining to the assessment of real property, including referrals to the Director and appeals to the Board.

**12.2(2)** In any prosecution or other proceeding under this Act before a court, board or other tribunal, any document purporting to be signed by an assessor is, without proof of the appointment, authority or signature of the assessor, admissible in evidence and is *prima facie* proof of the facts stated in the document.

1987, c.7, s.2; 1989, c.N-5.01, s.31; 2001, c.32, s.1.

### PREPARATION OF ASSESSMENT LIST

**13(1)** The Director shall furnish each municipality or other taxing authority annually with an assessment list prepared in accordance with the regulations, but the list shall not include any reference to real property as defined in paragraph (b.1) of the definition “real property” in section 1.

**13(2)** The municipality or other taxing authority shall keep the assessment list referred to in subsection (1) open to public inspection during reasonable hours.

1965-66, c.110, s.13; 1979, c.6, s.4; 1983, c.12, s.10; 1989, c.N-5.01, s.31.

### MODE OF ASSESSMENT OF REAL PROPERTY

**14(1)** Except as provided in this section the Director shall assess all real property in the name of the owner of the land.

est ainsi produit, il fait, à défaut de preuve contraire, foi des faits qui y sont énoncés sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs du directeur.

1965-66, c.110, art.12; 1983, c.12, art.8; 1989, c.N-5.01, art.31; 1990, c.61, art.12; 1998, c.11, art.3; 2000, c.19, art.1.

**12.1** Il est interdit d'utiliser, sans l'approbation écrite du directeur, les renseignements obtenus en vertu de la présente loi, de la *Loi sur l'enregistrement* ou de la *Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences* dans tout rapport qui n'est pas exigé ou préparé en vertu de la présente loi.

1983, c.12, art.9; 1989, c.N-5.01, art.31.

**12.2(1)** Dans le présent article

« évaluateur » désigne une personne désignée en vertu du paragraphe 2(1) pour agir au nom du directeur à l'égard de matières concernant l'évaluation de biens réels, y compris les renvois au directeur et les appels à la Commission.

**12.2(2)** Dans toute poursuite ou autre procédure en vertu de la présente loi devant une cour, une commission ou un autre tribunal, tout document présenté comme étant signé par un évaluateur est, sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, l'autorité ou la signature de l'évaluateur, admissible en preuve et constitue une preuve *prima facie* des faits qui y sont établis.

1987, c.7, art.2; 1989, c.N-5.01, art.31; 2001, c.32, art.1.

### PRÉPARATION DE LA LISTE D'ÉVALUATION

**13(1)** Le directeur doit fournir annuellement à chaque municipalité ou à chaque autre autorité fiscale une liste d'évaluation préparée conformément aux règlements, mais ne faisant pas mention des biens réels définis à l'alinéa b.1) de la définition « biens réels » de l'article 1.

**13(2)** La municipalité ou toute autre autorité fiscale doit, à des heures raisonnables, permettre au public d'examiner la liste d'évaluations mentionnée au paragraphe (1).

1965-66, c.110, art.13; 1979, c.6, art.4; 1983, c.12, art.10; 1989, c.N-5.01, art.31.

### MODE D'ÉVALUATION DES BIENS RÉELS

**14(1)** Sauf dans les cas prévus par le présent article, le directeur doit évaluer tous les biens réels au nom du propriétaire du terrain.

**14(2)** Repealed: 1982, c.7, s.6.

**14(3)** Where the real property forms part of the estate of a deceased person, the Director may assess it

- (a) in the name of the estate,
- (b) in the name of the heirs or devisees without designating them,
- (c) in the name of any one heir or devisee, or
- (d) where the interests are known, in the names of the beneficiaries respectively.

**14(4)** Where the real property is held in trust, the Director shall assess it in the name of the trustee.

**14(5)** Where the real property belongs to a minor, the Director may assess it in the name of

- (a) the minor,
- (b) his parent or guardian, or
- (c) the person having apparent control over it.

**14(6)** Repealed: 1983, c.12, s.11.

**14(7)** Repealed: 1983, c.12, s.11.

**14(7.1)** Where the owner of a mobile home does not own the land on which it is located and the mobile home is registered pursuant to the regulations, the Director may assess the mobile home in the name of its owner.

**14(7.2)** Where real property is under a lease for a term of five years or more, but fewer than sixty years, excluding any renewal periods or options to renew, the Director may assess the real property jointly in the names of the owner and the lessee if

- (a) the lease is registered in the registry office of the county in which the land is situate and contains a full and accurate description of the land,
- (b) the land referred to in paragraph (a) is able to be separately conveyed as described,

**14(2)** Abrogé : 1982, c.7, art.6.

**14(3)** Lorsque les biens réels font partie d'une succession, le directeur peut les évaluer

- a) à titre de succession,
- b) au nom des héritiers ou légataires, sans les désigner,
- c) au nom de n'importe quel héritier ou légataire particulier, ou
- d) lorsque les intérêts de chacun sont connus, au nom des bénéficiaires respectifs.

**14(4)** Lorsque les biens réels sont détenus en fiducie, le directeur doit les évaluer au nom du fiduciaire.

**14(5)** Lorsque les biens réels appartiennent à un mineur, le directeur peut les évaluer au nom

- a) du mineur,
- b) de son père ou de sa mère, ou de son tuteur, ou
- c) de la personne qui paraît exercer un contrôle sur ces biens.

**14(6)** Abrogé : 1983, c.12, art.11.

**14(7)** Abrogé : 1983, c.12, art.11.

**14(7.1)** Lorsque le propriétaire d'une maison mobile n'est pas propriétaire du terrain sur lequel elle est située et qu'elle est enregistrée conformément aux règlements, le directeur peut évaluer la maison mobile au nom de son propriétaire.

**14(7.2)** Lorsque des biens réels sont donnés à bail pour une durée d'au moins cinq ans mais d'au plus soixante ans, à l'exclusion de toutes périodes ou de toutes options de renouvellement, le directeur peut évaluer les biens réels conjointement au nom du propriétaire et du preneur à bail, si

- a) le bail est enregistré au bureau de l'enregistrement du comté dans lequel le bien-fonds est situé et contient une description complète et précise du bien-fonds,
- b) le bien-fonds visé au paragraphe a) peut être transféré séparément tel que décrit,

(c) one or more buildings are situated on the real property under lease and the lessee owns the building or buildings,

(d) the lessee has full use and occupation of the real property, and

(e) any other conditions or circumstances prescribed by regulation are met.

**14(7.3)** Where real property is under a lease for a term of sixty years or more, excluding any renewal periods or options to renew, the Director may assess the real property in the name of the lessee if

(a) the lease is registered in the registry office of the county in which the land is situate and contains a full and accurate description of the land,

(b) the land referred to in paragraph (a) is able to be separately conveyed as described,

(c) one or more buildings are situated on the real property under lease and the lessee owns the buildings,

(d) the lessee has full use and occupation of the real property, and

(e) any other conditions or circumstances prescribed by regulation are met.

**14(8)** Except where real property comprised of Crown timber lands or lands covered by mining leases or licences or mining or mineral claims or mining rights granted under the *Ownership of Minerals Act* or section 25 of the *Mining Act* or any predecessor of that section is held under lease, licence or permit from the Crown, every person using or occupying for any purpose any real property or part thereof the property of Her Majesty in right of Canada or the Province, shall be assessed in like manner as if he were actually the owner of such real property or part thereof.

**14(9)** Where real property comprised of Crown timber lands or lands covered by mining leases or licences, mining or mineral claims or mining rights granted under the *Ownership of Minerals Act* or section 25 of the *Mining Act* or any predecessor of that section is held under lease, licence or permit from the Crown, improvements thereon

c) un ou plusieurs bâtiments sont situés sur les biens réels donnés à bail et le preneur à bail est propriétaire du ou des bâtiments,

d) le preneur à bail a l'usage et l'occupation complets des biens réels, et

e) toutes autres conditions ou circonstances prescrites par règlement sont réunies.

**14(7.3)** Lorsque des biens réels sont donnés à bail pour une durée de soixante ans ou plus, à l'exclusion de toutes périodes ou de toutes options de renouvellement, le directeur peut évaluer les biens réels au nom du preneur à bail, si

a) le bail est enregistré au bureau de l'enregistrement du comté dans lequel le bien-fonds est situé et contient une description complète et précise du bien-fonds,

b) le bien-fonds visé au paragraphe a) peut être transféré séparément tel que décrit,

c) un ou plusieurs bâtiments sont situés sur les biens réels donnés à bail et le preneur à bail est propriétaire des bâtiments,

d) le preneur à bail a l'usage et l'occupation complets des biens réels, et

e) toutes autres conditions ou circonstances prescrites par règlement sont réunies.

**14(8)** Sauf lorsque des biens réels, constitués par des terres boisées de la Couronne, ou des terres comportant des baux miniers ou des permis, ou, des claims miniers ou des claims minéraux ou des droits miniers accordés soit en vertu de la *Loi sur la propriété des minéraux*, soit en vertu de l'article 25 de la *Loi sur les mines* ou de tout article le précédant en substance, sont détenus en vertu d'un bail, d'une licence ou d'un permis de la Couronne, les biens réels ou une partie de biens réels appartenant à Sa Majesté du chef du Canada ou de la province, qu'utilise ou occupe une personne à une fin quelconque, sont évalués tout comme si cette personne réellement propriétaire de ces biens réels ou de cette partie de biens réels.

**14(9)** Lorsque des biens réels, constitués par des terres boisées de la Couronne, ou des terres comportant des baux miniers ou des permis ou des claims miniers ou des claims minéraux ou des droits miniers accordés soit en vertu de la *Loi sur la propriété des minéraux*, soit en vertu de l'article 25 de la *Loi sur les mines* ou de tout article le précé-



shall be assessed in the name of the lessee, licensee or the person in whose name the permit has been granted.

**14(9.01)** Except as provided in subsections (9.02) and (9.03), real property leased by Her Majesty in right of the Province to the Maritime Forestry Complex Corporation shall, on or after January 1, 2000, be assessed in the name of Her Majesty in right of the Province.

**14(9.02)** Any portion of real property referred to in subsection (9.01), except the common areas and facilities, that is used or occupied by Her Majesty in right of Canada shall, on or after January 1, 2000, be assessed in the name of Her Majesty in right of Canada.

**14(9.03)** Any portion of real property referred to in subsection (9.01), except the common areas and facilities, that is used or occupied by any person other than the Maritime Forestry Complex Corporation, Her Majesty in right of Canada or the Province, The University of New Brunswick or the Maritime Forest Ranger School shall, on or after January 1, 2000, be assessed in the name of the Maritime Forestry Complex Corporation.

**14(9.1)** Real property as defined in paragraphs (b.2) and (b.3) of the definition “real property” in section 1 shall be assessed in the name of its owner.

**14(10)** Where the mortgagee of mortgaged real property is in possession, the Director may assess it in the name of the owner of the real property.

**14(11)** Where the mortgagor or owner of the equity of redemption of mortgaged real property is in possession, the Director shall assess it in the name of the mortgagor or owner of the equity of redemption or in the name of the owner last registered on the register of deeds.

**14(11.1)** Where the holder of a life estate in real property is in possession, the Director shall assess it in the name of the holder of the life estate.

**14(12)** Where

(a) there is an undivided interest in real property other than that of a deceased person, and

(b) the Director cannot ascertain the several names and interests of the owners,

dant en substance, sont détenus en vertu d’un bail, d’une licence ou d’un permis de la Couronne, les améliorations qui y sont apportées sont évaluées au nom du détenteur du bail, de la licence ou du permis.

**14(9.01)** Sauf ce qui est prévu aux paragraphes (9.02) et (9.03), les biens réels loués par Sa Majesté du chef de la province à la Société du complexe forestier des Maritimes sont, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, évalués au nom de Sa Majesté du chef de la province.

**14(9.02)** Toute partie des biens réels visés au paragraphe (9.01), sauf les aires communes et les installations, qui est utilisée ou occupée par Sa Majesté du chef du Canada est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, évaluée au nom de Sa Majesté du chef du Canada.

**14(9.03)** Toute partie des biens réels visés au paragraphe (9.01), sauf les aires communes et les installations, qui est utilisée ou occupée par toute personne autre que la Société du complexe forestier des Maritimes, Sa Majesté du chef du Canada ou de la province, l’Université du Nouveau-Brunswick ou l’École des gardes-forestiers des Maritimes est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, évaluée au nom de la Société du complexe forestier des Maritimes.

**14(9.1)** Les biens réels définis aux alinéas b.2) et b.3) de la définition « biens réels » à l’article 1 doivent être évalués au nom de leur propriétaire.

**14(10)** Lorsque le créancier hypothécaire de biens réels hypothéqués est en possession de ces biens, le directeur peut les évaluer au nom du propriétaire des biens réels.

**14(11)** Lorsque le débiteur hypothécaire ou le titulaire du droit de rachat des biens réels hypothéqués est en possession de ces biens, le directeur doit les évaluer au nom de l’un ou de l’autre ou au nom du propriétaire enregistré en dernier lieu sur le registre des actes de transfert.

**14(11.1)** Lorsque le titulaire d’un droit viager sur des biens réels est en possession de ces biens, le directeur doit les évaluer au nom du titulaire de ce droit.

**14(12)** Quand

a) il y a des intérêts indivis dans des biens réels autres que ceux d’une personne décédée, et

b) le directeur ne peut déterminer avec certitude le nom de tous les propriétaires et leurs intérêts respectifs,

the Director may assess it in the names of the owners known to the Director or registered last on the register of deeds.

**14(13)** Where the Director cannot ascertain the name of the owner of the land, he may assess real property in the name of the person last registered on the register of deeds or, if a deed is not registered on the register of deeds, in the name of the person who, in the opinion of the Director, is the proper person to be assessed.

1965-66, c.110, s.14; 1967, c.25, s.7, 8, 9; 1968, c.15, s.6; 1969, c.22, s.6; 1973, c.18, s.2; 1980, c.6, s.3; 1982, c.7, s.6; 1983, c.12, s.11; 1985, c.M-14.1, s.129; 1986, c.4, s.3; 1989, c.N-5.01, s.31; 1997, c.4, s.3; 1998, c.11, s.4; 2000, c.40, s.1; 2000, c.20, s.1.

### VALUATION OF REAL PROPERTY

**15** Notwithstanding any other public or private Act or any tax agreement, but subject to sections 15.1, 15.2, 15.3, 16, 17 and 17.1 and to subsection 3(1) of *An Act to Comply with the Request of The City of Saint John on Taxation of the LNG Terminal*, all real property shall be assessed at its real and true value as of January 1 of the year for which the assessment is made.

1965-66, c.110, s.15; 1967, c.25, s.10; 1977, c.6, s.3; 1982, c.7, s.7; 1983, c.12, s.12; 1986, c.13, s.3; 1997, c.67, s.3; 2002, c.2, s.1; 2005, c.T-0.2, s.8; 2005, c.14, s.1.

**15.1** Real property as defined in paragraphs (b.2) and (b.3) of the definition "real property" in section 1 shall be assessed at a rate or rates prescribed by regulation.

1983, c.12, s.13.

**15.2(1)** Subject to subsections (9) and (14) to (17), where the Director determines that for a particular year the real and true value of real property identified by its property account number in Column I of Schedule A is more than 15.0% but not exceeding 30.0% greater than the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, then the amount of the assessment on such real property

(a) for the particular year is the sum of

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

le directeur peut évaluer ces biens au nom des propriétaires connus de lui, ou enregistrés en dernier lieu dans le registre des titres de propriété.

**14(13)** Lorsque le directeur ne peut déterminer avec certitude le nom du propriétaire du terrain, il peut évaluer les biens réels au nom de la personne enregistrée en dernier lieu sur le registre des actes de transfert ou, si aucun acte de transfert n'y a pas été enregistré, au nom de la personne qui, selon le directeur, devrait supporter l'évaluation.

1965-66, c.110, art.14; 1967, c.25, art.7, 8, 9; 1968, c.15, art.6; 1969, c.22, art.6; 1973, c.18, art.2; 1980, c.6, art.3; 1982, c.7, art.6; 1983, c.12, art.11; 1985, c.M-14.1, art.129; 1986, c.4, art.3; 1989, c.N-5.01, art.31; 1997, c.4, art.3; 1998, c.11, art.4; 2000, c.40, art.1; 2000, c.20, art.1.

### ÉVALUATION DES BIENS RÉELS

**15** Nonobstant toute autre loi d'intérêt général ou privé ou toute convention fiscale, mais sous réserve des articles 15.1, 15.2, 15.3, 16, 17 et 17.1 et du paragraphe 3(1) de la *Loi visant à respecter la demande de la cité appelée The City of Saint John sur la taxation du terminal de GNL*, tous les biens réels sont évalués à leur valeur réelle et exacte au 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'évaluation est faite.

1965-66, c.110, art.15; 1967, c.25, art.10; 1977, c.6, art.3; 1982, c.7, art.7; 1983, c.12, art.12; 1986, c.13, art.3; 1997, c.67, art.3; 2002, c.2, art.1; 2005, c.T-0.2, art.8; 2005, c.14, art.1.

**15.1** Les biens réels définis aux alinéas b.2) et b.3) de la définition « biens réels » de l'article 1 doivent être évalués selon le ou les taux prescrits par règlement.

1983, c.12, art.13.

**15.2(1)** Sous réserve des paragraphes (9) et (14) à (17), lorsque le directeur détermine que pour une année donnée la valeur réelle et exacte des biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l'annexe A est de plus de 15,0 % mais ne dépassant pas 30,0 %, supérieure au montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, en ce cas le montant de l'évaluation de ces biens réels

a) pour l'année donnée est la somme

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) 15.0% of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(b) for the first year following the particular year is the sum of

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(ii) X% of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, where X% is the percentage determined under the portion of this subsection preceding paragraph (a).

**15.2(2)** Subject to subsections (9) and (14) to (17), where the Director determines that for a particular year the real and true value of real property identified by its property account number in Column I of Schedule A is more than 30.0% but not exceeding 45.0% greater than the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, then the amount of the assessment on such real property

(a) for the particular year is the sum of

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(ii) 15.0% of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year,

(b) for the first year following the particular year is the sum of

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(ii) 30.0% of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(c) for the second year following the particular year is the sum of

(ii) de 15,0 % du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

b) pour la première année suivant l'année donnée est la somme

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) de X % du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, où X % représente le pourcentage déterminé en vertu de la partie du présent paragraphe précédant l'alinéa a).

**15.2(2)** Sous réserve des paragraphes (9) et (14) à (17), lorsque le directeur détermine que pour une année donnée la valeur réelle et exacte des biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l'annexe A est de plus de 30,0 % mais ne dépassant pas 45,0 %, supérieure au montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, en ce cas le montant de l'évaluation de ces biens réels

a) pour l'année donnée est la somme

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) de 15,0 % du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée,

b) pour la première année suivant l'année donnée est la somme

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) de 30,0 % du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

c) pour la deuxième année suivant l'année donnée est la somme

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(ii) Y% of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, where Y% is the percentage determined under the portion of this subsection preceding paragraph (a).

**15.2(3)** Subject to subsections (9) and (14) to (17), where the Director determines that for a particular year the real and true value of real property identified by its property account number in Column I of Schedule A is more than 45.0% greater than the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, then the amount of the assessment on such real property

(a) for the particular year is the sum of

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(ii) the following percentage of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year:

$$\frac{1}{3} \times Z\%$$

(b) for the first year following the particular year is the sum of

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(ii) the following percentage of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year:

$$\frac{2}{3} \times Z\%$$

(c) for the second year following the particular year is the sum of

(i) the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year, and

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) de Y % du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, où Y % représente le pourcentage déterminé en vertu de la partie du présent paragraphe précédant l'alinéa a).

**15.2(3)** Sous réserve des paragraphes (9) et (14) à (17), lorsque le directeur détermine que pour une année donnée la valeur réelle et exacte des biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l'annexe A est de plus de 45,0 % supérieure au montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, en ce cas le montant de l'évaluation de ces biens réels

a) pour l'année donnée est la somme

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) du pourcentage suivant du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée :

$$\frac{1}{3} \times Z \%$$

b) pour la première année suivant l'année donnée est la somme

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) du pourcentage suivant du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée :

$$\frac{2}{3} \times Z \%$$

c) pour la deuxième année suivant l'année donnée est la somme

(i) du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée, et

(ii) Z% of the amount of the assessment on such real property for the year immediately preceding the particular year,

where Z% is the percentage determined under the portion of this subsection preceding paragraph (a).

**15.2(4)** The particular year referred to in subsection (1), (2) or (3) for real property identified by its property account number in Column I of Schedule A is listed beside the property account number in Column II of Schedule A.

**15.2(5)** The amount of the assessment on real property determined under subsections (1) to (3) is final and may not be questioned or reviewed in any court and sections 25, 27, 28 and 37 do not apply to such assessment.

**15.2(6)** Sections 25, 27, 28 and 37 apply with the necessary modifications to the real and true value of real property referred to in subsections (1) to (3).

**15.2(7)** Where the real and true value of real property is varied or referred back to the Director in a referral or appeal provided for under subsection (6) and where the condition in subsection (1), (2) or (3) is applicable, subsection (1), (2) or (3), as the case may be, applies to the determination of the amount of the assessment on such real property.

**15.2(8)** Upon the expiration of the period of time provided for in subsection (1), (2) or (3), the real property shall be assessed at its real and true value as of January 1 of the year for which the assessment is made in accordance with section 15.

**15.2(9)** Subsections (1) to (3) do not apply in respect of real property referred to in subsection (8), unless there is a change in the valuation methodology for assessing such real property.

**15.2(10)** Upon the recommendation of the Director, the Lieutenant-Governor in Council may by regulation add property account numbers to Column I of Schedule A where

(a) another property account number or numbers have been substituted in the place and stead of a property account number listed in Column I of Schedule A, or

(ii) de Z % du montant de l'évaluation de ces biens réels pour l'année précédant immédiatement l'année donnée,

où Z % représente le pourcentage déterminé en vertu de la partie du présent paragraphe précédant l'alinéa a).

**15.2(4)** L'année donnée visée au paragraphe (1), (2) ou (3) pour les biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l'annexe A est indiquée à côté du numéro de compte des biens à la colonne II de l'annexe A.

**15.2(5)** Le montant de l'évaluation des biens réels déterminé en vertu des paragraphes (1) à (3) est définitif et ne peut être remis en question ou révisé par un tribunal et les articles 25, 27, 28 et 37 ne s'appliquent pas à cette évaluation.

**15.2(6)** Les articles 25, 27, 28 et 37 s'appliquent avec les modifications nécessaires à la valeur réelle et exacte des biens réels visée aux paragraphes (1) à (3).

**15.2(7)** Lorsque la valeur réelle et exacte des biens réels est modifiée ou renvoyée au directeur par voie de renvoi ou d'appel prévu en vertu du paragraphe (6) et lorsque la condition contenue au paragraphe (1), (2) ou (3) est applicable, le paragraphe (1), (2) ou (3), selon le cas, s'applique à la détermination du montant de l'évaluation de ces biens réels.

**15.2(8)** À l'expiration de la période prévue au paragraphe (1), (2) ou (3), les biens réels sont évalués à leur valeur réelle et exacte au 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'évaluation est faite conformément à l'article 15.

**15.2(9)** Les paragraphes (1) à (3) ne s'appliquent pas à l'égard des biens réels visés au paragraphe (8), à moins qu'il y ait un changement dans la méthode de calcul de l'évaluation de ces biens réels.

**15.2(10)** Sur la recommandation du directeur, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, ajouter des numéros de compte des biens à la colonne I de l'annexe A

a) lorsqu'un autre numéro ou d'autres numéros de compte des biens ont été substitués au lieu et place d'un numéro de compte des biens indiqué à la colonne I de l'annexe A, ou

(b) there has been a change in the valuation methodology for assessing the real property.

**15.2(11)** Upon the recommendation of the Director, the Lieutenant-Governor in Council may by regulation delete property account numbers from Column I of Schedule A where

(a) a property account number has been replaced by another property account number or numbers,

(b) this section no longer applies to a real property as a result of a referral or appeal provided for under subsection (6),

(c) the period of time provided for in subsection (1), (2) or (3) has expired, or

(d) subsection (16) applies.

**15.2(12)** Upon the recommendation of the Director, the Lieutenant-Governor in Council may by regulation add particular years to Column II of Schedule A where property account numbers are added to Column I of Schedule A.

**15.2(13)** Upon the recommendation of the Director, the Lieutenant-Governor in Council may by regulation delete particular years from Column II of Schedule A where property account numbers are deleted from Column I of Schedule A.

**15.2(14)** Where there is new construction on real property identified by its property account number in Column I of Schedule A, the construction shall be assessed for each year at its real and true value as of January 1 of the year for which the assessment is made.

**15.2(15)** Where there is new construction on real property identified by its property account number in Column I of Schedule A, the amount of the assessment on such real property for each year is the sum of

(a) the amount of the assessment of the construction for that year, and

(b) the amount of the assessment determined under subsection (1), (2) or (3), as the case may be, for that year.

b) lorsqu'il y a eu une modification dans la méthode de calcul de l'évaluation des biens réels.

**15.2(11)** Sur la recommandation du directeur, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, supprimer des numéros de compte des biens de la colonne I de l'annexe A

a) lorsqu'un numéro de compte des biens a été remplacé par un autre numéro ou d'autres numéros de compte des biens,

b) lorsque le présent article ne s'applique plus aux biens réels à la suite d'un renvoi ou d'un appel prévu en vertu du paragraphe (6),

c) lorsque la période prévue au paragraphe (1), (2) ou (3) est expirée, ou

d) lorsque le paragraphe (16) s'applique.

**15.2(12)** Sur la recommandation du directeur, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, ajouter des années données à la colonne II de l'annexe A lorsque des numéros de compte des biens sont ajoutés à la colonne I de l'annexe A.

**15.2(13)** Sur la recommandation du directeur, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, supprimer des années données de la colonne II de l'annexe A lorsque des numéros de compte des biens sont supprimés de la colonne I de l'annexe A.

**15.2(14)** Lorsqu'il y a une nouvelle construction sur les biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l'annexe A, la construction est évaluée pour chaque année à sa valeur réelle et exacte au 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'évaluation est faite.

**15.2(15)** Lorsqu'il y a une nouvelle construction sur les biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l'annexe A, le montant de l'évaluation de ces biens réels pour chaque année est la somme

a) du montant de l'évaluation de la construction pour cette année, et

b) du montant de l'évaluation déterminé en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3), selon le cas, pour cette année.

**15.2(16)** Where real property identified by its property account number in Column I of Schedule A is damaged or destroyed, and where the real and true value of such real property for any year following the year when the damage or destruction occurred does not exceed the amount of the assessment on such real property that would have been determined under subsection (1), (2) or (3), as the case may be, for that following year had there been no damage or destruction, then such real property shall be assessed for that following year and for every subsequent year at its real and true value as of January 1 of the year for which the assessment is made in accordance with section 15.

**15.2(17)** Subsections (1) to (3) do not apply in respect of real property referred to in subsection (16), unless there is a change in the valuation methodology for assessing such real property.

**15.2(18)** The Director shall maintain a list of the real and true values of real property identified by its property account number in Column I of Schedule A.

**15.2(19)** The list shall be open to public inspection during reasonable office hours at such places as the Director designates.

2002, c.2, s.2; 2002, c.44, s.2.

**15.3(1)** The following definitions apply in this section.

“base year” means the year determined by the Director under subsection (7). (*année de base*)

“heritage property” means real property prescribed by regulation. (*bien patrimonial*)

“Minister” means the Minister responsible for the Culture and Sport Secretariat and includes any person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf for the purposes of this section. (*ministre*)

**15.3(2)** Subject to the approval of the Director, if the Minister approves an application in respect of a heritage property under subsection (5), the amount of the assessment on the heritage property is

(a) for the first year following the base year, the sum of the real and true value of the heritage property as of January 1 of the base year and the real and true value of improvements, if any, made on the heritage property in

**15.2(16)** Lorsque les biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l’annexe A sont endommagés ou détruits, et lorsque la valeur réelle et exacte de ces biens réels pour toute année qui suit l’année où le dommage ou la destruction est survenu ne dépasse pas le montant de l’évaluation de ces biens réels qui aurait été déterminé en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3), selon le cas, pour cette année qui suit s’il n’y avait pas eu de dommage ou de destruction, en ce cas ces biens réels sont évalués pour cette année qui suit et pour chaque année subséquente à leur valeur réelle et exacte au 1<sup>er</sup> janvier de l’année pour laquelle l’évaluation est faite conformément à l’article 15.

**15.2(17)** Les paragraphes (1) à (3) ne s’appliquent pas à l’égard des biens réels visés au paragraphe (16), à moins qu’il y ait un changement dans la méthode de calcul de l’évaluation de ces biens réels.

**15.2(18)** Le directeur tient une liste des valeurs réelles et exactes des biens réels identifiés au moyen de leur numéro de compte des biens à la colonne I de l’annexe A.

**15.2(19)** La liste doit pouvoir être examinée par le public à des heures de bureau raisonnables et aux endroits désignés par le directeur.

2002, c.2, art.2; 2002, c.44, art.2.

**15.3(1)** Les définitions suivantes s’appliquent au présent article.

« année de base » L’année déterminée par le directeur en vertu du paragraphe (7). (*base year*)

« bien patrimonial » Bien réel précisé par règlement. (*heritage property*)

« ministre » Le ministre chargé du Secrétariat à la Culture et au Sport et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter aux fins du présent article. (*Minister*)

**15.3(2)** Sous réserve de l’approbation du directeur, si le ministre approuve une demande relative à un bien patrimonial en vertu du paragraphe (5), le montant de l’évaluation du bien patrimonial est comme suit :

a) pour la première année suivant l’année de base, la somme de la valeur réelle et exacte du bien patrimonial au 1<sup>er</sup> janvier de l’année de base et de la valeur réelle et exacte des améliorations, s’il en est, faites sur le bien

the base year but before the commencement of the restoration project;

(b) for the second year following the base year, the amount calculated as follows:

$$A + 25\% (B - A)$$

where

A = the sum referred to in paragraph (a);

B = the real and true value of the heritage property as of January 1 of the second year following the base year;

(c) for the third year following the base year, the amount calculated as follows:

$$A + 50\% (C - A)$$

where

A = the sum referred to in paragraph (a);

C = the real and true value of the heritage property as of January 1 of the third year following the base year;

(d) for the fourth year following the base year, the amount calculated as follows:

$$A + 75\% (D - A)$$

where

A = the sum referred to in paragraph (a);

D = the real and true value of the heritage property as of January 1 of the fourth year following the base year.

**15.3(3)** Before commencing a restoration project on a heritage property, the person in whose name the heritage property is assessed may apply to the Minister, on a form provided by the Minister, to determine if the proposed restoration project meets the criteria prescribed by regulation.

**15.3(4)** If the Minister approves an application in respect of a heritage property under subsection (5), no application may be made under subsection (3) in respect of the

patrimonial dans l'année de base mais avant d'entreprendre le projet de restauration;

b) pour la deuxième année suivant l'année de base, d'un montant calculé comme suit :

$$A + 25 \% (B - A)$$

où

A représente la somme visée à l'alinéa a);

B représente la valeur réelle et exacte du bien patrimonial au 1<sup>er</sup> janvier de la deuxième année suivant l'année de base;

c) pour la troisième année suivant l'année de base, d'un montant calculé comme suit :

$$A + 50 \% (C - A)$$

où

A représente la somme visée à l'alinéa a);

C représente la valeur réelle et exacte du bien patrimonial au 1<sup>er</sup> janvier de la troisième année suivant l'année de base;

d) pour la quatrième année suivant l'année de base, d'un montant calculé comme suit :

$$A + 75 \% (D - A)$$

où

A représente la somme visée à l'alinéa a);

D représente la valeur réelle et exacte du bien patrimonial au 1<sup>er</sup> janvier de la quatrième année suivant l'année de base.

**15.3(3)** Avant d'entreprendre un projet de restauration sur un bien patrimonial, la personne au nom de laquelle est évalué le bien patrimonial peut, au moyen de la formule fournie par le ministre, demander au ministre de déterminer si le projet de restauration proposé respecte les critères prescrits par règlement.

**15.3(4)** Si le ministre approuve une demande relative à un bien patrimonial en vertu du paragraphe (5), une demande ne peut être faite en vertu du paragraphe (3) re-



same heritage property until after December 31 of the fourth year following the base year.

**15.3(5)** If the Minister determines that a proposed restoration project on a heritage property meets the criteria referred to in subsection (3), the Minister shall approve the application and send a copy of the approval to the Director.

**15.3(6)** The Director's decision to approve or to refuse to approve the assessment of a heritage property in accordance with subsection (2) shall be made on the basis of the Minister's approval under subsection (5) and on the basis of such other information as the Director requires.

**15.3(7)** The Director shall determine the base year for a restoration project.

**15.3(8)** From the date that the restoration project is completed to and including December 31 of the fourth year following the base year, at least 75% of the finished floor area of the heritage property shall not be eligible for a credit under section 2 of the *Residential Property Tax Relief Act*.

**15.3(9)** For the purposes of subsection (8), the determination of the percentage of the finished floor area of the heritage property that is eligible for a credit under section 2 of the *Residential Property Tax Relief Act* is in the sole discretion of the Director.

**15.3(10)** The person in whose name a heritage property is assessed in accordance with subsection (2) shall, during the restoration process, ensure that the restoration project meets the criteria referred to in subsection (3).

**15.3(11)** The person in whose name a heritage property is assessed in accordance with subsection (2) shall notify the Minister and the Director immediately if the criteria referred to in subsection (3) are no longer being met or if the criterion referred to in subsection (8) is not being met.

**15.3(12)** A decision of the Director to approve the assessment of a heritage property in accordance with subsection (2) has effect from January 1 of the first year following the base year, and any changes required to be made in the assessment and tax roll as a result of such assessment shall be made as soon as possible after the decision is made.

lativement au même bien patrimonial qu'après le 31 décembre de la quatrième année suivant l'année de base.

**15.3(5)** Si le ministre détermine qu'un projet de restauration proposé sur un bien patrimonial respecte les critères visés au paragraphe (3), le ministre approuve la demande et envoie une copie de l'approbation au directeur.

**15.3(6)** La décision du directeur d'approuver ou de refuser d'approuver l'évaluation d'un bien patrimonial conformément au paragraphe (2) est fondée sur l'approbation du ministre en vertu du paragraphe (5) et sur les autres renseignements que le directeur requiert.

**15.3(7)** Le directeur détermine l'année de base d'un projet de restauration.

**15.3(8)** À compter de la date à laquelle le projet de restauration est terminé jusqu'au 31 décembre inclusivement de la quatrième année suivant l'année de base, au moins 75 % de la surface de plancher finie du bien patrimonial ne peut donner droit à un crédit en vertu de l'article 2 de la *Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences*.

**15.3(9)** Aux fins du paragraphe (8), la détermination du pourcentage de la surface de plancher finie du bien patrimonial qui donne droit à un crédit en vertu de l'article 2 de la *Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences* est à la seule discrétion du directeur.

**15.3(10)** La personne au nom de laquelle un bien patrimonial est évalué conformément au paragraphe (2) veille, au cours des travaux de restauration, à ce que le projet de restauration respecte les critères visés au paragraphe (3).

**15.3(11)** La personne au nom de laquelle un bien patrimonial est évalué conformément au paragraphe (2) doit aviser immédiatement le ministre et le directeur si les critères visés au paragraphe (3) ne sont plus respectés ou si le critère visé au paragraphe (8) n'est pas respecté.

**15.3(12)** La décision du directeur d'approuver l'évaluation d'un bien patrimonial conformément au paragraphe (2) prend effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la première année suivant l'année de base, et tout changement requis au rôle d'évaluation et d'impôt en conséquence de cette évaluation se fait aussitôt que possible après que la décision est rendue.

**15.3(13)** A decision of the Director to approve the assessment of a heritage property in accordance with subsection (2) has effect until and including December 31 of the earliest of the following years:

- (a) the fourth year following the base year;
- (b) the year in which the criteria referred to in subsection (3) are no longer being met; and
- (c) the year in which the criterion referred to in subsection (8) is not being met.

**15.3(14)** The Minister's decision to approve or to refuse to approve an application under subsection (3) is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**15.3(15)** The Director's decision to approve or to refuse to approve the assessment of a heritage property in accordance with subsection (2) is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**15.3(16)** The Director's determination of the base year for a restoration project is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**15.3(17)** The Director's determination of the percentage of the finished floor area of a heritage property that is eligible for a credit under section 2 of the *Residential Property Tax Relief Act* is final and may not be questioned or reviewed in any court.

**15.3(18)** Sections 25, 27, 28 and 37 do not apply to

- (a) the Director's decision to approve or to refuse to approve the assessment of a heritage property in accordance with subsection (2),
- (b) the Director's determination of the base year for a restoration project, or
- (c) the Director's determination of the percentage of the finished floor area of a heritage property that is eligible for a credit under section 2 of the *Residential Property Tax Relief Act*.

**15.3(19)** Sections 25, 27, 28 and 37 apply with the necessary modifications to the real and true values referred to in subsection (2).

**15.3(13)** La décision du directeur d'approuver l'évaluation d'un bien patrimonial conformément au paragraphe (2) est en vigueur jusqu'au 31 décembre inclusivement de la première en date des années suivantes :

- a) la quatrième année suivant l'année de base;
- b) l'année au cours de laquelle les critères visés au paragraphe (3) ne sont plus respectés;
- c) l'année au cours de laquelle le critère visé au paragraphe (8) n'est pas respecté.

**15.3(14)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la décision du ministre d'approuver ou de refuser d'approuver une demande en vertu du paragraphe (3).

**15.3(15)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la décision du directeur d'approuver ou de refuser d'approuver l'évaluation d'un bien patrimonial conformément au paragraphe (2).

**15.3(16)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la détermination par le directeur de l'année de base d'un projet de restauration.

**15.3(17)** Est finale et ne peut être remise en question ou révisée par un tribunal, la détermination par le directeur du pourcentage de la surface de plancher finie d'un bien patrimonial qui donne droit à un crédit en vertu de l'article 2 de la *Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences*.

**15.3(18)** Les articles 25, 27, 28 et 37 ne s'appliquent pas :

- a) à la décision du directeur d'approuver ou de refuser d'approuver l'évaluation d'un bien patrimonial conformément au paragraphe (2);
- b) à la détermination par le directeur de l'année de base d'un projet de restauration;
- c) à la détermination par le directeur du pourcentage de la surface de plancher finie d'un bien patrimonial qui donne droit à un crédit en vertu de l'article 2 de la *Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences*.

**15.3(19)** Les articles 25, 27, 28 et 37 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux valeurs réelles et exactes visées au paragraphe (2).

**15.3(20)** A person who fails to notify the Minister or the Director under subsection (11) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

2005, c.14, s.2.

**16(1)** Real property that has an area of five hectares or more shall be assessed at its real and true value as farmland if the Director in accordance with the regulations determines that the real property is in actual and *bona fide* use as farmland, and if the Director determines that the real property is not in actual and *bona fide* use as farmland it shall be assessed at its real and true value as at the first day of January of the year for which the assessment is made.

**16(2)** Real property that has an area of ten hectares or more shall be assessed at its real and true value as freehold timberland or farm woodlots only if the Director so classifies the real property.

**16(3)** The Director shall

- (a) determine whether real property is in actual and *bona fide* use as farmland, and
- (b) classify real property that is to be assessed as freehold timberland and farm woodlots.

**16(4)** The Director's determination of use of farmland and classification of freehold timberland and farm woodlots shall be received in evidence by any court, judge or board as *prima facie* proof of the use and nature, for the purpose of this Act, of the real property.

**16(5)** Where a municipality or rural community has not exercised its zoning authority with respect to all or a portion of real property and the Director has not classified such real property as freehold timberland or a farm woodlot, the person assessed may appeal to The Court of Queen's Bench of New Brunswick, to have such real property classified as freehold timberland or a farm woodlot.

**16(6)** An appeal to The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection (5) shall be commenced within thirty days from the date of mailing of the assessment and tax notice under section 21 or an amended assessment and tax notice under section 22 by serving upon

**15.3(20)** Toute personne qui omet d'aviser le ministre ou le directeur tel que le prévoit le paragraphe (11) commet une infraction punissable en vertu de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

2005, c.14, art.2.

**16(1)** Les biens réels d'une superficie d'au moins cinq hectares sont évalués à leur valeur réelle et exacte comme terres agricoles si le directeur, conformément aux règlements, détermine que les biens réels sont utilisés réellement et véritablement comme terres agricoles; si le directeur détermine que les biens réels ne sont pas utilisés réellement et véritablement comme terres agricoles, ils doivent être évalués à leur valeur réelle et exacte au 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'évaluation est faite.

**16(2)** Les biens réels d'une superficie d'au moins dix hectares ne sont évalués à leur valeur réelle et exacte à titre de terres boisées de tenure libre ou à titre de bois de ferme que si le directeur classe ainsi ces biens réels.

**16(3)** Le directeur

- a) doit déterminer si les biens réels sont utilisés réellement et véritablement comme terres agricoles, et
- b) doit classer les biens réels qui doivent être évalués à titre de terres boisées de tenure libre et de bois de ferme.

**16(4)** La décision du directeur concernant l'utilisation des terres agricoles et le classement des terres boisées de tenure libre et des bois de ferme est recevable devant toute cour, tout juge ou toute commission à titre de preuve *prima facie* de l'utilisation et de la nature des biens réels aux fins de la présente loi.

**16(5)** Lorsqu'une municipalité ou une communauté rurale n'a pas exercé son pouvoir de zonage à l'égard de biens réels ou d'une fraction de ceux-ci et que le directeur n'a pas classé ces biens comme terres boisées de tenure libre ou bois de ferme, la personne dont les biens ont été évalués peut interjeter appel auprès de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick pour les faire classer à ce titre.

**16(6)** L'appel visé au paragraphe (5) doit être formé dans les trente jours de la date d'expédition de l'avis d'évaluation et d'impôts en vertu de l'article 21 ou de l'avis d'évaluation et d'impôts modifié en vertu de l'article 22 en signifiant au directeur un avis d'appel indiquant

the Director a notice of appeal, in writing, setting out the grounds of appeal and stating, briefly, the facts relative thereto.

**16(7)** The Court of Queen's Bench of New Brunswick may direct the Director to classify such real property referred to in subsection (1) as freehold timberland or a farm woodlot, where the Court is satisfied

(a) that the municipality or rural community has not exercised its zoning authority with respect to such property, and

(b) that such property has an area of ten hectares or more and is freehold timberland or a farm woodlot.

1965-66, c.110, s.15; 1973, c.18, s.3; 1977, c.6, s.4; 1979, c.41, s.7; 1983, c.12, s.14; 1989, c.N-5.01, s.31; 2005, c.7, s.3.

**17(1)** This section applies to the assessment of real property classified by the Director under section 16 as freehold timberland or farm woodlots.

**17(2)** Freehold timberland other than farm woodlots shall be assessed at one hundred dollars per hectare.

**17(3)** Farm woodlots shall be assessed at a value that will realize a tax of one dollar per hectare per year based on the combined provincial and municipal or rural community tax rate for the previous year.

**17(4)** Contiguous lots and lots separated by a highway or road, when owned by the same person shall be treated as a single block of timberland or farm woodlots as the case may be.

**17(5)** Notwithstanding subsection (4), a farm woodlot that has an area of one hundred hectares or more shall be classified as freehold timberland.

1965-66, c.110, s.17; 1968, c.15, s.7, 8; 1969, c.22, s.7, 8; 1973, c.18, s.4; 1977, c.6, s.5; 1979, c.5, s.2; 1983, c.12, s.15; 1983, c.12.1, s.1; 1989, c.N-5.01, s.31; 1993, c.31, s.1; 2005, c.7, s.3.

**17.1(1)** Real property shall be assessed at its real and true value as a golf course if the real property is in actual and *bona fide* use as a golf course, and if the real property

les moyens invoqués et exposant brièvement les faits en cause.

**16(7)** La Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick peut enjoindre au directeur de classer les biens réels visés au paragraphe (1) comme terres boisées de tenure libre ou bois de ferme si elle est convaincue

a) que la municipalité ou une communauté rurale n'a pas exercé son pouvoir de zonage à l'égard de ces biens, et

b) qu'il s'agit bien de terres boisées de tenure libre ou de bois de ferme d'une superficie d'au moins dix hectares.

1965-66, c.110, art.15; 1973, c.18, art.3; 1977, c.6, art.4; 1979, c.41, art.7; 1983, c.12, art.14; 1989, c.N-5.01, art.31; 2005, c.7, art.3.

**17(1)** Le présent article s'applique à l'évaluation des biens réels classés par le directeur en application de l'article 16 à titre de terres boisées de tenure libre ou de bois de ferme.

**17(2)** Les terres boisées de tenure libre autre que les bois de ferme sont évaluées au taux de cent dollars l'hectare.

**17(3)** Les bois de ferme sont évalués à une valeur qui, fondée sur la somme des taux d'impôts provinciaux et municipaux ou de la communauté rurale de l'année précédente, donnera un impôt d'un dollar l'hectare par an.

**17(4)** Les lots contigus et les lots séparés par une route ou un chemin sont considérés, quand ils appartiennent à la même personne, comme ne formant qu'une étendue d'un seul tenant de terre boisée ou de bois de ferme, selon le cas.

**17(5)** Nonobstant le paragraphe (4), les bois de ferme d'une superficie d'au moins cent hectares doivent être classés à titre de terres boisées de tenure libre.

1965-66, c.110, art.17; 1968, c.15, art.7, 8; 1969, c.22, art.7, 8; 1973, c.18, art.4; 1977, c.6, art.5; 1979, c.5, art.2; 1983, c.12, art.15; 1983, c.12.1, art.1; 1989, c.N-5.01, art.31; 1993, c.31, art.1; 2005, c.7, art.3.

**17.1(1)** Les biens réels sont évalués à leur valeur réelle et exacte comme terrain de golf s'ils sont utilisés effectivement et véritablement à ce titre; à défaut, ils sont éva-

is not in actual and *bona fide* use as a golf course, it shall be assessed at its real and true value as at the first day of January of the year for which the assessment is made.

**17.1(2)** The Director shall determine whether real property is in actual and *bona fide* use as a golf course.

**17.1(3)** Where the person assessed is not satisfied with the determination of the Director under subsection (2), that person may appeal the determination of the Director to The Court of Queen's Bench of New Brunswick.

**17.1(4)** An appeal to The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection (3) shall be commenced within thirty days from the date of mailing of the assessment and tax notice under section 21 or an amended assessment and tax notice under section 22 by serving upon the Director a notice of appeal in writing setting out the grounds of appeal and stating, briefly, the facts relative thereto.

**17.1(5)** The Director's determination of use of real property as a golf course shall be received in evidence by any court, judge or board as *prima facie* proof of the use and nature, for the purpose of this Act, of the real property. 1977, c.6, s.6; 1979, c.41, s.7; 1983, c.12, s.16; 1989, c.N-5.01, s.31.

**17.2** Repealed: 1997, c.67, s.4.  
1986, c.13, s.4; 1989, c.N-5.01, s.31; 1997, c.67, s.4.

**18** Repealed: 1982, c.7, s.8.  
1965-66, c.110, s.18; 1967, c.25, s.11; 1969, c.22, s.9, 10; 1971, c.16, s.5, 6; 1973, c.18, s.5; 1977, c.6, s.7; 1980, c.6, s.4; 1982, c.7, s.8.

**19** Repealed: 1982, c.7, s.9.  
1982, c.7, s.9.

**20** Repealed: 1982, c.7, s.10.  
1965-66, c.110, s.19; 1967, c.25, s.12; 1969, c.22, s.11; 1977, c.6, s.8; 1982, c.7, s.10.

#### ASSESSMENT AND TAX NOTICE

1983, c.12, s.17.

**21(1)** The Director annually prior to a date to be fixed by regulation shall mail to every person in whose name real property is assessed an assessment and tax notice con-

lués à leur valeur réelle et exacte au 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle l'évaluation est faite.

**17.1(2)** Le directeur détermine si les biens réels sont utilisés effectivement et véritablement comme terrain de golf.

**17.1(3)** La personne dont les biens ont été évalués, qui n'est pas satisfaite de la décision prise par le directeur en vertu du paragraphe (2) peut interjeter appel auprès de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

**17.1(4)** L'appel visé au paragraphe (3) doit être formé dans les trente jours de la date d'expédition de l'avis d'évaluation et d'impôts en vertu de l'article 21 ou de l'avis d'évaluation et d'impôts modifié en vertu de l'article 22 en signifiant au directeur un avis d'appel indiquant les moyens invoqués et exposant brièvement les faits en cause.

**17.1(5)** La décision du directeur concernant l'utilisation de biens réels comme terrain de golf est recevable devant toute cour, tout juge ou toute commission à titre de preuve *prima facie* de l'utilisation et de la nature des biens réels au regard de la présente loi. 1977, c.6, art.6; 1979, c.41, art.7; 1983, c.12, art.16; 1989, c.N-5.01, art.31.

**17.2** Abrogé : 1997, c.67, art.4.  
1986, c.13, art.4; 1989, c.N-5.01, art.31; 1997, c.67, art.4.

**18** Abrogé : 1982, c.7, art.8.  
1965-66, c.110, art.18; 1967, c.25, art.11; 1969, c.22, art.9, 10; 1971, c.16, art.5, 6; 1973, c.18, art.5; 1977, c.6, art.7; 1980, c.6, art.4; 1982, c.7, art.8.

**19** Abrogé : 1982, c.7, art.9.  
1982, c.7, art.9.

**20** Abrogé : 1982, c.7, art.10.  
1965-66, c.110, art.19; 1967, c.25, art.12; 1969, c.22, art.11; 1977, c.6, art.8; 1982, c.7, art.10.

#### AVIS D'ÉVALUATION ET D'IMPÔTS

1983, c.12, art.17.

**21(1)** Le directeur doit, chaque année, avant une date à fixer par règlement, envoyer par la poste à toute personne au nom de laquelle sont évalués des biens réels, un avis

taining such information as is prescribed by regulation and shall enter on the assessment and tax roll opposite the name of the person the date of mailing of the notice and the entry is *prima facie* evidence of the delivery.

**21(1.1)** An assessment and tax notice shall be mailed to the last known address of the person in whose name real property is assessed and if it is returned undelivered and the Director cannot ascertain the address of such person, it shall be retained on file in the Regional Assessment Office for the region where the real property is located and the retention of the assessment and tax notice shall be deemed to be delivery thereof.

**21(1.2)** Where an assessment and tax notice is retained on file in the Regional Assessment Office under subsection (1.1), all outstanding taxes due and owing on the real property may be collected in accordance with the *Real Property Tax Act*.

**21(2)** When a person in whose name real property is assessed furnishes the Director with a direction in writing giving the address to which the assessment and tax notice is to be mailed to him, the assessment and tax notice shall be so mailed and such direction stands until revoked in writing.

**21(2.1)** Upon receipt of a written request of the person in whose name real property is assessed, the Director shall provide the user or occupier of the real property with a copy of the assessment and tax notice.

**21(2.2)** Nothing in subsection (2.1) affects a liability of the person in whose name real property is assessed to pay taxes under the *Real Property Tax Act*.

**21(3)** Repealed: 1982, c.7, s.11.

**21(4)** Repealed: 1982, c.7, s.11.

**21(5)** No exemption from assessment is conferred by reason of any error, omission or misdescription in any notice, document or record issued, prepared or maintained by the Director under this Act or by reason of the non-receipt of any notice by any person.

1965-66, c.110, s.20; 1967, c.25, s.13; 1969, c.22, s.12; 1970, c.8, s.4; 1978, c.6, s.2; 1982, c.7, s.11; 1983, c.12, s.18; 1989, c.N-5.01, s.31.

d'évaluation et d'impôts contenant les renseignements prescrits par règlement, et il doit inscrire sur le rôle d'évaluation et d'impôt, au regard du nom de la personne, la date de l'expédition de l'avis par la poste, et l'inscription constitue une preuve *prima facie* de la remise de l'avis.

**21(1.1)** Un avis d'évaluation et d'impôts doit être envoyé par la poste à la dernière adresse connue de la personne au nom de laquelle les biens réels sont évalués et s'il est renvoyé sans avoir été remis à l'intéressé et que le directeur ne peut déterminer avec certitude l'adresse de cette personne, il doit être retenu dans les dossiers du bureau régional de l'évaluation pour la région où sont situés les biens réels et cette retenue est réputée valoir remise de l'avis.

**21(1.2)** Lorsqu'un avis d'évaluation et d'impôts est retenu dans les dossiers du bureau régional d'évaluation en vertu du paragraphe (1.1), tous les impôts et taxes dus sur les biens réels peuvent être recouverts conformément à la *Loi sur l'impôt foncier*.

**21(2)** Lorsqu'une personne au nom de laquelle sont évalués des biens réels indique au directeur par écrit l'adresse à laquelle l'avis d'évaluation et d'impôts doit lui être envoyé, l'avis d'évaluation et d'impôts doit lui être envoyé selon cette indication et cette indication reste valable tant qu'elle n'est pas révoquée par écrit.

**21(2.1)** Sur réception d'une demande écrite de la personne au nom de laquelle des biens réels sont évalués, le directeur doit fournir à l'utilisateur ou à l'occupant des biens réels une copie de l'avis d'évaluation et d'impôts.

**21(2.2)** Aucune disposition du paragraphe (2.1) n'affecte l'obligation de la personne au nom de laquelle des biens réels sont évalués de payer les impôts levés en vertu de la *Loi sur l'impôt foncier*.

**21(3)** Abrogé : 1982, c.7, art.11.

**21(4)** Abrogé : 1982, c.7, art.11.

**21(5)** Aucune exemption de l'évaluation ne sera conférée du fait que l'avis, le document ou le dossier, délivrés, établis ou conservés par le directeur en application de la présente loi contiennent une erreur, une omission ou une fausse désignation ou du fait de la non-réception d'un avis par tout intéressé.

1965-66, c.110, art.20; 1967, c.25, art.13; 1969, c.22, art.12; 1970, c.8, art.4; 1978, c.6, art.2; 1982, c.7, art.11; 1983, c.12, art.18; 1989, c.N-5.01, art.31.

**ERRORS AND OMISSIONS**

1977, c.6, s.9.

**22** If at any time the Director discovers that there is an error in any part of the assessment and tax roll, he shall correct such error and alter the roll accordingly, and upon so correcting or altering any assessment, he shall deliver or transmit to the person assessed an amended assessment and tax notice, and shall furnish the appropriate municipality or other taxing authority with an amendment to the assessment list.

1965-66, c.110, s.21; 1967, c.25, s.14; 1983, c.12, s.19; 1989, c.N-5.01, s.31; 1996, c.79, s.1.

**22.1(1)** If at any time real property liable to assessment and taxation has been in whole or in part omitted from the assessment and tax roll for any year, the Director shall make any assessment necessary to rectify the omission and shall enter such real property on the roll and, upon so making the entry on the roll, he shall deliver or transmit to the person assessed an assessment and tax notice and shall furnish the appropriate municipality or other taxing authority with the addition to the assessment list.

**22.1(2)** Where in any year a tax is imposed pursuant to the *Real Property Tax Act* upon a person in whose name real property as defined in paragraph (b.1) of the definition “real property” in section 1 is assessed, the Director, notwithstanding sections 21 and 22, may assess or reassess the real property any time for the 1977 taxation year and subsequent years and shall enter such real property on the roll for the year for which the tax was imposed, and upon so making the entry on the roll, the Director shall mail to the person assessed an assessment and tax notice.

**22.1(3)** Repealed: 1979, c.6, s.5.

1977, c.6, s.10; 1978, c.6, s.3; 1979, c.6, s.5; 1983, c.12, s.20; 1989, c.N-5.01, s.31; 1991, c.27, s.3.

**TIME FOR ASSESSMENT**

**23(1)** The Director in each year shall revise the assessment of all real property and the revised assessment shall be the assessment for the following year.

**23(2)** The Director shall maintain an assessment and tax roll of all real property in the Province.

**23(3)** The assessment and tax roll shall contain such information as is prescribed by regulation.

**ERREURS ET OMISSIONS**

1977, c.6, art.9.

**22** Si, à tout moment, le directeur découvre une erreur dans une partie du rôle d'évaluation et d'impôt, il doit rectifier cette erreur et modifier le rôle en conséquence et, après avoir ainsi rectifié ou modifié une évaluation, il doit délivrer ou remettre à la personne dont les biens sont évalués un avis d'évaluation et d'impôts modifié et notifier à la municipalité ou à toute autre autorité fiscale concernée la modification de la liste d'évaluation.

1965-66, c.110, art.21; 1967, c.25, art.14; 1983, c.12, art.19; 1989, c.N-5.01, art.31; 1996, c.79, art.1.

**22.1(1)** Si des biens réels soumis à évaluation et imposition, ont été complètement ou partiellement omis du rôle d'évaluation et d'impôt au titre d'une année quelconque, le directeur doit procéder à l'évaluation nécessaire pour remédier à cette omission et inscrire ces biens sur le rôle; il doit ensuite délivrer ou remettre à la personne dont les biens ont été évalués un avis d'évaluation et d'impôts et notifier à la municipalité ou à toute autre autorité fiscale intéressée l'adjonction faite à la liste d'évaluation.

**22.1(2)** Le directeur, lorsqu'un impôt est perçu au titre d'une année et en application de la *Loi sur l'impôt foncier* sur une personne au nom de laquelle des biens réels définis à l'alinéa b.1) de la définition « biens réels » de l'article 1 sont évalués, peut, en dépit des articles 21 et 22, évaluer ou réévaluer les biens réels à tout moment pour l'année fiscale 1977 et les années suivantes et doit les inscrire sur le rôle de l'année où l'impôt a été perçu; à la suite de cette inscription sur le rôle, le directeur doit envoyer par la poste à la personne dont les biens ont été évalués, un avis d'évaluation et d'impôts.

**22.1(3)** Abrogé : 1979, c.6, art.5.

1977, c.6, art.10; 1978, c.6, art.3; 1979, c.6, art.5; 1983, c.12, art.20; 1989, c.N-5.01, art.31; 1991, c.27, art.3.

**PÉRIODE D'ÉVALUATION**

**23(1)** Le directeur doit, chaque année, réviser l'évaluation de tous les biens réels et l'évaluation révisée sera l'évaluation de l'année suivante.

**23(2)** Le directeur doit tenir un rôle d'évaluation et d'impôt de tous les biens réels de la province.

**23(3)** Le rôle d'évaluation et d'impôt doit contenir les renseignements prescrits par règlement.

**23(4)** The assessment and tax roll shall be open to public inspection during reasonable office hours at such places as the Director designates.

**23(5)** An assessment list shall be open to public inspection during reasonable office hours at such places as the Director designates.

1965-66, c.110, s.22; 1967, c.25, s.15; 1971, c.16, s.7; 1982, c.7, s.12; 1983, c.12, s.21; 1989, c.N-5.01, s.31.

**24** Repealed: 1998, c.11, s.5.

1965-66, c.110, s.23; 1977, c.6, s.11; 1983, c.12, s.22; 1989, c.N-5.01, s.31; 1997, c.4, s.4; 1998, c.11, s.5.

### REFERENCE OF ASSESSMENT

1983, c.12, s.23.

**25(1)** Any person who receives an assessment and tax notice under section 21 or 22.1 or an amended assessment and tax notice under section 22 may, by a notice of reference of assessment, refer any assessment to the Director within thirty days after the mailing of the assessment and tax notice or the amended assessment and tax notice.

**25(2)** The Director shall maintain a register of every notice of reference of assessment received under subsection (1).

**25(3)** Every person who refers an assessment to the Director under subsection (1) shall set out in the notice of reference of assessment his full name, address including postal code and telephone number and provide full, complete and detailed reasons for objecting to the assessment.

**25(4)** The Director shall reconsider an assessment referred to him under subsection (1) and shall vacate, confirm or vary the assessment and shall send a notice to the person of his decision by mailing to him a copy of all entries in the register pertaining to the reference together with a copy of the form for giving notice of appeal to the Board.

**25(5)** Where a reference under subsection (1) applies to assessment on real property located in a municipality or other taxing authority, the Director shall notify the municipality or other taxing authority of his decision by sending to it a copy of all entries in the register pertaining to the reference.

**23(4)** Le rôle d'évaluation et d'impôt doit pouvoir être examiné par le public à des heures de bureau raisonnables et aux endroits désignés par le directeur.

**23(5)** Une liste d'évaluation doit pouvoir être examinée par le public à des heures de bureau raisonnables et aux endroits désignés par le directeur.

1965-66, c.110, art.22; 1967, c.25, art.15; 1971, c.16, art.7; 1982, c.7, art.12; 1983, c.12, art.21; 1989, c.N-5.01, art.31.

**24** Abrogé : 1998, c.11, art.5.

1965-66, c.110, art.23; 1977, c.6, art.11; 1983, c.12, art.22; 1989, c.N-5.01, art.31; 1997, c.4, art.4; 1998, c.11, art.5.

### RENOIS D'ÉVALUATION

1983, c.12, art.23.

**25(1)** Quiconque reçoit un avis d'évaluation et d'impôts en vertu de l'article 21 ou 22.1 ou un avis d'évaluation et d'impôts modifié en vertu de l'article 22 peut, par voie d'avis de renvoi d'évaluation, renvoyer toute évaluation au directeur dans les trente jours de l'expédition de l'avis d'évaluation et d'impôts ou de l'avis d'évaluation et d'impôts modifié.

**25(2)** Le directeur doit inscrire dans un registre les avis de renvoi d'évaluation reçus en application du paragraphe (1).

**25(3)** Quiconque renvoie au directeur une évaluation en application du paragraphe (1) doit indiquer dans l'avis de renvoi d'évaluation ses nom et prénoms, son adresse, code postal et numéro de téléphone compris et fournir un exposé complet et détaillé des motifs pour lesquels il s'oppose à l'évaluation.

**25(4)** Le directeur doit étudier de nouveau une évaluation qui lui est renvoyée en application du paragraphe (1), annuler, confirmer ou modifier cette évaluation et envoyer à la personne un avis de sa décision en lui expédiant par la poste une copie de toutes les inscriptions au registre concernant le renvoi ainsi qu'une copie de la formule d'avis d'appel pour interjeter appel devant la Commission.

**25(5)** Lorsqu'un renvoi prévu par le paragraphe (1) s'applique à l'évaluation de biens réels situés dans une municipalité ou dans toute autre autorité fiscale, le directeur doit aviser la municipalité ou l'autre autorité fiscale de sa décision en lui envoyant une copie de toutes les inscriptions au registre concernant le renvoi.



**25(6)** The decision of the Director under this section has effect from the first day of January in the year for which the assessment referred under subsection (1) was made and any changes required to be made in the assessment and tax roll as a result thereof shall be made within thirty days after the Director has made his decision.

**25(7)** Repealed: 1998, c.11, s.6.

**25(8)** A change in an assessment arising out of a decision of any reference or appeal under this Act shall not affect any other assessment unless that other assessment is itself changed as a result of a reference or appeal under this Act.

1973, c.18, s.7; 1975, c.8, s.4; 1977, c.6, s.12; 1982, c.7, s.13; 1983, c.12, s.24; 1989, c.N-5.01; s.31; 1991, c.27, s.3; 1992, c.40, s.2; 1996, c.19, s.2; 1998, c.11, s.6; 2001, c.32, s.1.

**26(1)** The Director shall maintain Referral Registers.

**26(2)** The Director shall enter in a Referral Register

(a) a full description of a reference made under subsection 25(1),

(b) the Director's decision in respect to the reference, and

(c) the Director's reasons for the decision in respect to the reference.

**26(3)** Each entry in a Referral Register shall be signed for the Director by any person designated by him to act on his behalf.

**26(4)** The Director shall keep Referral Registers open for public inspection during reasonable office hours.

1965-66, c.110, s.25; 1967, c.25, s.17; 1983, c.12, s.25; 1989, c.N-5.01, s.31.

#### **APPEALS TO THE ASSESSMENT AND PLANNING APPEAL BOARD**

1983, c.12, s.26; 2001, c.32, s.1.

**27(1)** Where an assessment has been referred to the Director under section 25, the person making the reference may appeal to the Board for the municipality or other taxing authority in which the real property is located to have the assessment vacated or varied.

**25(6)** La décision prise par le directeur en vertu du présent article porte effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle a été faite l'évaluation visée au paragraphe (1) et les modifications devant être portées au rôle d'évaluation et d'impôt à la suite de cette décision doivent l'être dans les trente jours de la décision du directeur.

**25(7)** Abrogé : 1998, c.11, art.6.

**25(8)** La modification d'une évaluation résultant d'une décision relative à un renvoi ou un appel en application de la présente loi ne touche à une autre évaluation que si cette autre évaluation est elle-même modifiée à la suite d'un renvoi ou d'un appel prévus par la présente loi.

1973, c.18, art.7; 1975, c.8, art.4; 1977, c.6, art.12; 1982, c.7, art.13; 1983, c.12, art.24; 1989, c.N-5.01; art.31; 1991, c.27, art.3; 1992, c.40, art.2; 1996, c.19, art.2; 1998, c.11, art.6; 2001, c.32, art.1.

**26(1)** Le directeur doit tenir des registres sur les renvois.

**26(2)** Le directeur doit inscrire dans le registre des renvois

a) un exposé complet du renvoi fait en application du paragraphe 25(1),

b) sa décision concernant le renvoi, et

c) les motifs de sa décision concernant le renvoi.

**26(3)** Toute inscription portée au registre des renvois doit être signée au nom du directeur par la personne qu'il désigne pour le représenter.

**26(4)** Le directeur doit permettre au public d'examiner les registres des renvois à des heures de bureau raisonnables.

1965-66, c.110, art.25; 1967, c.25, art.17; 1983, c.12, art.25; 1989, c.N-5.01, art.31.

#### **APPELS DEVANT LA COMMISSION D'APPEL EN MATIÈRE D'ÉVALUATION ET D'URBANISME**

1983, c.12, art.26; 2001, c.32, art.1.

**27(1)** Lorsqu'une évaluation a été renvoyée au directeur en vertu de l'article 25, la personne qui fait le renvoi peut interjeter appel devant la Commission pour la municipalité ou pour toute autre autorité fiscale où sont situés les biens réels pour faire annuler ou modifier l'évaluation.

**27(2)** An appeal under subsection (1) shall be taken

(a) within twenty-one days of the mailing of the notice referred to in subsection 25(4); or

(b) where the Director has not notified the person of his decision under section 25 within ninety days after the date of mailing of the notice of reference of assessment, within twenty-one days after the expiration of such period.

1965-66, c.110, s.26; 1967, c.25, s.18; 1975, c.8, s.5; 1983, c.12, s.27; 1989, c.N-5.01, s.31; 2001, c.32, s.1.

**28** Within twenty-one days after the Director mails a notice to a municipality or other taxing authority under subsection 25(5) the municipality or other taxing authority may appeal to the Board for the municipality or other taxing authority to vary the assessment of real property located within its boundaries and affected by the reference.

1965-66, c.110, s.27; 1975, c.8, s.6; 1983, c.12, s.28; 1989, c.N-5.01, s.31; 2001, c.32, s.1.

**29(1)** An appeal to the Board shall be instituted by serving on the Chairperson a notice of appeal on a form provided by the Director.

**29(1.1)** Repealed: 1996, c.19, s.3.

**29(1.2)** Where the Chairperson has been served with a notice of appeal under subsection (1),

(a) the Chairperson shall serve in accordance with the regulations a copy of the notice of appeal on

(i) the Director, and

(ii) if a reference is made under subsection 25(1) and the appeal is by the person in whose name the real property is assessed,

(A) the clerk of the municipality if the real property is located in a municipality,

(B) the rural community clerk if the real property is located in a rural community, or

**27(2)** Un appel prévu au paragraphe (1) doit être interjeté

a) dans les vingt et un jours de la date de l'envoi par la poste de l'avis mentionné au paragraphe 25(4), ou

b) si le directeur n'a pas avisé la personne de sa décision en vertu de l'article 25 dans les quatre-vingt-dix jours de la date d'envoi par la poste de l'avis de renvoi d'évaluation, dans les vingt et un jours de l'expiration de ce délai.

1965-66, c.110, art.26; 1967, c.25, art.18; 1975, c.8, art.5; 1983, c.12, art.27; 1989, c.N-5.01, art.31; 2001, c.32, art.1.

**28** Dans les vingt et un jours de la date à laquelle le directeur a envoyé par la poste un avis à une municipalité ou autre autorité fiscale en application du paragraphe 25(5), la municipalité ou toute autre autorité fiscale peut interjeter appel devant la Commission constituée pour elle afin de faire modifier l'évaluation des biens réels situés sur son territoire et visés par le renvoi.

1965-66, c.110, art.27; 1975, c.8, art.6; 1983, c.12, art.28; 1989, c.N-5.01, art.31; 2001, c.32, art.1.

**29(1)** Un appel devant la Commission est interjeté par la signification au président d'un avis d'appel en utilisant la formule fournie par le directeur.

**29(1.1)** Abrogé : 1996, c.19, art.3.

**29(1.2)** Lorsque le président a reçu la signification d'un avis d'appel en vertu du paragraphe (1),

a) il doit signifier conformément aux règlements une copie de l'avis d'appel

(i) au directeur, et

(ii) lorsque le renvoi est fait en vertu du paragraphe 25(1) et que l'appel est interjeté par la personne au nom de laquelle sont évalués les biens réels,

(A) au secrétaire de la municipalité si les biens réels sont situés dans une municipalité,

(B) au greffier de la communauté rurale si les biens réels sont situés dans une communauté rurale, ou

(C) the Minister of Local Government if the real property is not located in a municipality or rural community, and

(b) the municipality or other taxing authority shall serve in accordance with the regulations a copy of the notice of appeal on the person in whose name the real property is assessed, where the appeal is by a municipality or other taxing authority.

**29(2)** The notice of appeal referred to in subsection (1) shall contain a statement of the allegations of fact, the statutory provisions upon which the appellant relies and the reasons that the appellant intends to rely upon in support of his appeal.

**29(3)** A person served with a copy of a notice of appeal may appear at the hearing of the appeal.

1965-66, c.110, s.28; 1967, c.25, s.19; 1983, c.12, s.29; 1989, c.N-5.01, s.31; 1992, c.40, s.3; 1996, c.19, s.3; 1998, c.41, s.11; 2000, c.26, s.25; 2001, c.32, s.1; 2005, c.7, s.3; 2006, c.16, s.13.

**29.1(1)** A notice of appeal shall be served on the Chairperson

(a) by sending the notice of appeal by registered mail or prepaid courier to the Chairperson at the Chairperson's address as stated in the notice of appeal,

(b) by leaving the notice of appeal with the Chairperson or a person employed in the office of the Chairperson,

(c) by telephone transmission producing a facsimile of the notice of appeal at the office of the Chairperson as stated in the notice of appeal, or

(d) in any other manner prescribed by regulation.

**29.1(2)** The facsimile of a notice of appeal served by telephone transmission shall include a cover page containing

(a) the name, address and telephone number of the sender,

(b) the date and time of transmission,

(C) au ministre des Gouvernements locaux si les biens réels ne sont pas situés dans une municipalité ou dans une communauté rurale, et

b) la municipalité ou l'autre autorité fiscale doit signifier conformément aux règlements une copie de l'avis d'appel à la personne au nom de laquelle sont évalués les biens réels, lorsque l'appel est interjeté par une municipalité ou une autre autorité fiscale.

**29(2)** L'avis d'appel visé au paragraphe (1) doit exposer les faits allégués, les dispositions législatives invoquées par l'appelant et les motifs sur lesquels il entend fonder son appel.

**29(3)** Une personne qui a reçu la signification d'une copie d'un avis d'appel peut comparaître lors de l'audition de l'appel.

1965-66, c.110, art.28; 1967, c.25, art.19; 1983, c.12, art.29; 1989, c.N-5.01, art.31; 1992, c.40, art.3; 1996, c.19, art.3; 1998, c.41, art.11; 2000, c.26, art.25; 2001, c.32, art.1; 2005, c.7, art.3; 2006, c.16, art.13.

**29.1(1)** Un avis d'appel est signifié au président

a) en faisant parvenir l'avis d'appel par courrier recommandé ou par messagerie affranchie au président, à l'adresse du président telle qu'indiquée à l'avis d'appel,

b) en laissant l'avis d'appel au président ou à une personne employée au bureau du président,

c) par transmission téléphonique produisant un facsimilé de l'avis d'appel au bureau du président tel qu'indiqué dans l'avis d'appel, ou

d) de toute autre manière prescrite par règlement.

**29.1(2)** Le fac-similé de l'avis d'appel signifié par transmission téléphonique doit inclure une page couverture qui contient

a) le nom, l'adresse ainsi que le numéro de téléphone de l'expéditeur,

b) la date et l'heure de la transmission,

(c) the total number of pages transmitted, including the cover page,

(d) the telephone number from which the notice of appeal is transmitted, and

(e) the name and telephone number of a person to contact in the event of transmittal problems.

**29.1(3)** Where a facsimile of a notice of appeal is served by telephone transmission,

(a) the original of the notice of appeal shall be served on the Chairperson in accordance with paragraph (1)(a), (b) or (d) within fourteen days after service by telephone transmission or such longer period as the Chairperson may direct and, when it is received, the original notice of appeal shall be substituted for the facsimile of the notice of appeal, and

(b) the date of service of the notice of appeal shall be the date shown by the date received stamp placed on the facsimile of the notice of appeal at the office of the Chairperson.

**29.1(4)** A notice of appeal served by telephone transmission shall be deemed not to have been served

(a) if the Chairperson has no record of receipt of the facsimile of the notice of appeal alleged to have been transmitted by telephone transmission, and

(b) if the original of the notice of appeal is not served in accordance with paragraph (3)(a).

1996, c.19, s.4; 2001, c.32, s.1.

**29.2** The Board has the authority to hear and determine all questions of fact and may deal with any dispute as to any matter included within the provisions of this Act not already provided for in the Act or in the regulations.

2001, c.32, s.1.

**30** Repealed: 1992, c.40, s.4.

1965-66, c.110, s.29; 1983, c.12, s.29; 1986, c.8, s.12; 1989, c.55, s.21; 1989, c.N-5.01, s.31; 1992, c.40, s.4.

c) le nombre total de pages transmises, y compris la page couverture,

d) le numéro de téléphone d'où est transmis l'avis d'appel, et

e) le nom ainsi que le numéro de téléphone de la personne à contacter dans le cas où il y aurait des problèmes de transmission.

**29.1(3)** Lorsqu'un fac-similé d'un avis d'appel est signifié par transmission téléphonique,

a) l'original de l'avis d'appel doit être signifié au président conformément à l'alinéa (1)a), b) ou d) dans un délai de quatorze jours après la signification par transmission téléphonique ou un délai plus long selon ce qu'ordonne le président et l'original de l'avis d'appel, lorsqu'il est reçu, remplace le fac-similé de l'avis d'appel, et

b) la date de signification de l'avis d'appel est la date indiquée par l'estampille qui en atteste la réception et qui est apposée au bureau du directeur sur le fac-similé de l'avis d'appel.

**29.1(4)** Un avis d'appel signifié par transmission téléphonique est réputé ne pas avoir été signifié

a) si le président n'a pas de document témoignant de la réception du fac-similé de l'avis d'appel dont on allègue la transmission par voie téléphonique, et

b) si l'original de l'avis d'appel n'est pas signifié conformément à l'alinéa (3)a).

1996, c.19, art.4; 2001, c.32, art.1.

**29.2** La Commission peut entendre et trancher toutes questions de fait et elle peut statuer sur tout litige concernant une question qui relève des dispositions de la présente loi et qui n'est pas réglée par celle-ci ou par les règlements.

2001, c.32, art.1.

**30** Abrogé : 1992, c.40, art.4.

1965-66, c.110, art.29; 1983, c.12, art.29; 1986, c.8, art.12; 1989, c.55, art.21; 1989, c.N-5.01, art.31; 1992, c.40, art.4.

**31** Repealed: 2001, c.32, s.1.

1965-66, c.110, s.30; 1968, c.15, s.10; 1969, c.22, s.14, 15, 16; 1975, c.8, s.7; 1979, c.41, s.7; 1980, c.6, s.5; 1983, c.12, s.29; 1984, c.16, s.1; 1987, c.7, s.3; 1992, c.40, s.5; 1996, c.19, s.5; 2001, c.32, s.1.

**32(1)** The practice and procedure of the Board for appeals commenced under this Act shall be established by regulation.

**32(2)** The Board may allow evidence to be given by affidavit, documents, written statements or reports.

**32(3)** Unless the Board considers it necessary, a witness does not need to be sworn before giving evidence.

**32(4)** At the hearing of an appeal, the Director shall file with the Board a copy of the assessment and tax notice, the notice of reference of assessment and the Referral Register pertaining to the real property in respect of which the appeal is taken and when so filed are proof that the information contained therein pertains to the real property in respect of which the appeal is taken.

**32(5)** At the hearing of an appeal, the party appealing shall state his reasons for objecting to the assessment under appeal and the onus of proving that the assessment exceeds the real and true value of the real property shall be upon the party appealing.

**32(6)** At the hearing of an appeal or at any time prior thereto, the Board may require the party appealing to file with the Board any document, written statement or report which the party appealing intends to rely on in support of the appeal.

**32(7)** Where the party appealing does not appear at the time and place set for the hearing of an appeal, the Board shall dismiss the appeal.

**32(8)** Where the party appealing, having been required to provide information under sections 8 and 9, fails to provide such information, the Board may refuse to hear the appeal.

1968, c.15, s.11; 1983, c.12, s.29; 1989, c.N-5.01, s.31; 2001, c.32, s.1.

**33(1)** The Board shall keep a record of the evidence and proceedings before the Board with respect to each appeal.

**31** Abrogé : 2001, c.32, art.1.

1965-66, c.110, art.30; 1968, c.15, art.10; 1969, c.22, art.14, 15, 16; 1975, c.8, art.7; 1979, c.41, art.7; 1980, c.6, art.5; 1983, c.12, art.29; 1984, c.16, art.1; 1987, c.7, art.3; 1992, c.40, art.5; 1996, c.19, art.5; 2001, c.32, art.1.

**32(1)** La pratique et la procédure de la Commission concernant les appels interjetés en vertu de la présente loi sont établies par règlement.

**32(2)** La commission peut permettre que la preuve se fasse par affidavit, documents, déclarations écrites ou rapports.

**32(3)** Sauf si la Commission l'estime nécessaire, un témoin n'a pas à prêter serment avant de témoigner.

**32(4)** À l'audition d'un appel, le directeur doit déposer auprès de la Commission une copie de l'avis d'évaluation et d'impôts, de l'avis de renvoi d'évaluation et du registre des renvois concernant les biens réels faisant l'objet de l'appel et dès qu'ils sont ainsi déposés, ils prouvent que les renseignements qu'ils contiennent concernent les biens réels faisant l'objet de l'appel.

**32(5)** À l'audition d'un appel, l'appelant doit énoncer les raisons de son opposition à l'évaluation faisant l'objet de l'appel et il a la charge de prouver que l'évaluation dépasse la valeur réelle et exacte des biens réels.

**32(6)** Lors de l'audition d'un appel ou préalablement à celle-ci, la Commission peut enjoindre à l'appelant de déposer auprès de la Commission les documents, déclarations écrites ou rapports sur lesquels l'appelant compte fonder son appel.

**32(7)** Lorsque l'appelant ne comparaît pas aux temps et lieu fixés pour l'audition de l'appel, la Commission doit rejeter l'appel.

**32(8)** Lorsque l'appelant omet de fournir les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 8 et 9, la Commission peut refuser d'entendre l'appel.

1968, c.15, art.11; 1983, c.12, art.29; 1989, c.N-5.01, art.31; 2001, c.32, art.1.

**33(1)** La Commission doit tenir un dossier des témoignages fournis et des procédures suivies devant elle pour chaque appel.

**33(2)** The record referred to in subsection (1) shall consist of

- (a) a summary of the reasons giving rise to the appeal,
- (b) a summary of the representations of the parties, and
- (c) all documents, written statements, reports and papers filed with the Board.

1965-66, c.110, s.31; 1969, c.22, s.17; 1983, c.12, s.29; 2001, c.32, s.1.

**34(1)** The Board may dispose of an appeal by

- (a) refusing to hear the appeal where the party appealing, having been required to provide information under sections 8 and 9, fails to provide such information,
- (b) dismissing it,
- (c) allowing it and directing the Director
  - (i) to vacate the assessment, or
  - (ii) to make specific variations in the assessment, or
- (d) referring the assessment back to the Director for reassessment in accordance with the recommendations of the Board.

**34(2)** Repealed: 2001, c.32, s.1.

1965-66, c.110, s.32; 1968, c.15, s.12, 13; 1983, c.12, s.29; 1989, c.N-5.01, s.31; 1992, c.40, s.6; 2001, c.32, s.1.

**35** Repealed: 2001, c.32, s.1.

1965-66, c.110, s.33; 1983, c.12, s.29; 1992, c.40, s.7; 2001, c.32, s.1.

**36** The decision of the Board has effect from the first day of January in the year for which the assessment appealed from was made and any changes required to be made in the assessment and tax roll as a result thereof shall be made as soon as possible after the Board has made its decision.

1965-66, c.110, s.34; 1983, c.12, s.29; 2001, c.32, s.1.

**33(2)** Le dossier visé au paragraphe (1) doit comprendre

- a) un résumé des motifs de l'appel,
- b) un résumé des observations des parties, et
- c) tous les documents, déclarations écrites, rapports et pièces déposés auprès de la Commission.

1965-66, c.110, art.31; 1969, c.22, art.17; 1983, c.12, art.29; 2001, c.32, art.1.

**34(1)** La commission peut statuer sur un appel

- a) en refusant de l'entendre, lorsque l'appelant a omis de fournir les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 8 et 9,
- b) en le rejetant,
- c) en l'accueillant et en ordonnant au directeur
  - (i) d'annuler l'évaluation, ou
  - (ii) d'apporter certaines modifications déterminées à l'évaluation, ou
- d) en renvoyant de nouveau l'évaluation au directeur pour qu'il fasse une nouvelle évaluation conformément aux recommandations de la Commission.

**34(2)** Abrogé : 2001, c.32, art.1.

1965-66, c.110, art.32; 1968, c.15, art.12, 13; 1983, c.12, art.29; 1989, c.N-5.01, art.31; 1992, c.40, art.6; 2001, c.32, art.1.

**35** Abrogé : 2001, c.32, art.1.

1965-66, c.110, art.33; 1983, c.12, art.29; 1992, c.40, art.7; 2001, c.32, art.1.

**36** La décision de la Commission prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle a été faite l'évaluation qui a fait l'objet de l'appel, et toutes modifications à apporter en conséquence au rôle d'évaluation et d'impôt doivent être effectuées dès que possible après la décision de la Commission.

1965-66, c.110, art.34; 1983, c.12, art.29; 2001, c.32, art.1.

**37(1)** An appeal lies to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick from an order, ruling or decision of the Board on any question of law.

**37(2)** An appeal under subsection (1) shall be made by Notice of Application which shall be served by the party appealing, in accordance with the Rules of Court, on the Board and on the other parties within thirty days of the mailing of the Board's decision under subsection 14(2) of the *Assessment and Planning Appeal Board Act*.

**37(3)** Upon service under subsection (2), the Board shall deliver to the clerk of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for the judicial district in which the appeal is to be heard the record referred to in section 33 and a copy of the order, ruling or decision of the Board.

**37(4)** The appeal shall be heard and determined upon the evidence and proceedings before the Board as contained in the record referred to in section 33.

**37(5)** An appeal under subsection (1) stays the application of the order, ruling or decision in respect of which the appeal is made.

**37(6)** After hearing the appeal, the judge may allow the appeal and set aside the order, ruling or decision or may dismiss the appeal or substitute his own ruling, order or decision for that of the Board.

**37(7)** To the extent that they are not inconsistent with the provisions of this section, the Rules of Court apply in respect of an appeal made under subsection (1).

**37(8)** There shall be an appeal from a decision of the judge to the Court of Appeal and the rules governing appeals to that Court from a decision of The Court of Queen's Bench of New Brunswick apply to appeals under this subsection.

1965-66, c.110, s.35; 1983, c.12, s.29; 2001, c.32, s.1.

**38(1)** The Appeals Tribunal and all appointments thereto are hereby terminated.

**37(1)** Un appel peut être interjeté devant la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick de toute ordonnance ou décision de la Commission sur toute question de droit.

**37(2)** Un appel visé au paragraphe (1) doit être interjeté par avis de requête signifié par l'appelant, conformément aux Règles de procédure, à la Commission et aux autres parties dans les trente jours de l'envoi par la poste de la décision de la Commission en vertu du paragraphe 14(2) de la *Loi sur la Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme*.

**37(3)** Après avoir reçu signification de l'avis de requête en vertu du paragraphe (2), la Commission doit remettre au greffier de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick pour la circonscription judiciaire dans laquelle l'appel doit être entendu, le dossier visé à l'article 33 ainsi qu'une copie de l'ordonnance ou de la décision de la Commission.

**37(4)** L'appel doit être entendu et jugé sur la base des témoignages fournis et des procédures suivies devant la Commission tels qu'ils figurent au dossier visé à l'article 33.

**37(5)** Un appel interjeté en vertu du paragraphe (1) suspend l'application de l'ordonnance ou de la décision qui en fait l'objet.

**37(6)** Après avoir entendu l'appel, le juge peut l'accueillir et annuler l'ordonnance ou la décision; il peut également rejeter l'appel ou substituer sa propre ordonnance ou décision à celle de la Commission.

**37(7)** Dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent article, les Règles de procédure s'appliquent à l'égard d'un appel interjeté en vertu du paragraphe (1).

**37(8)** Un appel de la décision du juge peut être interjeté devant la Cour d'appel et les règles régissant les appels formés devant cette cour contre une décision de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick s'appliquent aux appels en vertu du présent paragraphe.

1965-66, c.110, art.35; 1983, c.12, art.29; 2001, c.32, art.1.

**38(1)** Le Tribunal d'appel et les nominations qui y ont été faites sont révoqués par la présente loi.

**38(2)** All contracts, agreements and orders relating to or fixing the amount of compensation, remuneration or fees to be paid to the Chairman, deputy chairmen or members of the Appeals Tribunal are null and void.

**38(3)** Notwithstanding the provisions of any contract, agreement or order, no compensation, remuneration or fees shall be paid to the Chairman, deputy chairmen or members of the Appeals Tribunal on or after September 30, 1983.

1965-66, c.110, s.36; 1972, c.17, s.1; 1983, c.12, s.29; 1991, c.27, s.3.

**39** Repealed: 1983, c.12, s.29.

1965-66, c.110, s.37; 1969, c.22, s.18; 1979, c.41, s.7; 1983, c.12, s.29.

**40(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) respecting the powers and duties to be exercised and performed by persons designated by the Director to act on his behalf;

(a.1) prescribing dates to be set for the purposes of this Act;

(a.2) specifying real property to be included in the definition "residential property";

(a.3) prescribing information to be contained in the assessment and tax roll and in the assessment and tax notice;

(a.4) Repealed: 2001, c.32, s.1.

(b) Repealed: 1977, c.6, s.13.

(c) respecting the practice and procedure of the Board for appeals commenced under this Act;

(c.1) prescribing other manners of serving a notice of appeal on the Chairperson;

(c.2) respecting the serving of a copy of a notice of appeal under subsection 29(1.2);

(d) respecting the adoption of appropriate assessment manuals;

**38(2)** Tous les contrats, ententes et ordonnances concernant ou fixant les indemnités, rémunérations ou honoraires à payer au président, aux présidents suppléants ou aux membres du Tribunal d'appel sont nuls et nonavenus.

**38(3)** Nonobstant les dispositions de tout contrat, toute entente ou toute ordonnance, aucune indemnité, aucune rémunération ou aucun honoraire ne doit être payé au président, aux présidents suppléants ou aux membres du Tribunal d'appel à compter du 30 septembre 1983.

1965-66, c.110, art.36; 1972, c.17, art.1; 1983, c.12, art.29; 1991, c.27, art.3.

**39** Abrogé : 1983, c.12, art.29.

1965-66, c.110, art.37; 1969, c.22, art.18; 1979, c.41, art.7; 1983, c.12, art.29.

**40(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) concernant les pouvoirs et fonctions des personnes désignées par le directeur pour le représenter;

a.1) arrêtant le choix des dates à fixer pour les besoins de la présente loi;

a.2) indiquant les biens réels que peut comprendre la définition « biens résidentiels »;

a.3) prescrivant les renseignements que doivent contenir le rôle d'évaluation et d'impôt et l'avis d'évaluation et d'impôts;

a.4) Abrogé : 2001, c.32, art.1.

b) Abrogé : 1977, c.6, art.13.

c) concernant la pratique et la procédure de la Commission pour les appels interjetés en vertu de la présente loi;

c.1) prescrivant d'autres manières de signification d'un avis d'appel au président;

c.2) concernant la signification d'une copie d'un avis d'appel en vertu du paragraphe 29(1.2);

d) concernant l'adoption de manuels d'évaluation appropriés;



(e) prescribing for the purpose of the Director's determination whether real property is in actual and *bona fide* use as farmland, the minimum gross revenue per hectare that must be derived from farming if the real property is to be assessed as farmland;

(e.1) providing for the registration, transfer of ownership or possession and relocation of mobile homes;

(e.2) providing for offences and penalties for persons failing to comply with regulations made under paragraph (e.1);

(e.3) prescribing assessment rate schedules for real property defined in paragraphs (b.2) and (b.3) of the definition "real property" in section 1;

(e.31) identifying specific property or portions or components of property that do or do not fall within the ambit of any of paragraphs (a) to (m) of the definition "real property" in section 1;

(e.32) prescribing religious organizations for the purposes of paragraph 4(1)(a);

(e.4) generally respecting forms to be used under this Act and prescribing forms that are required to be prescribed under this Act;

(e.41) prescribing fishing harbours for the purposes of paragraph 4(1)(k);

(e.42) prescribing for the purpose of the Director's determination whether real property or any portion of real property is used for commercial purposes under paragraph 4(1)(l), the criteria to be taken into consideration by the Director when making the determination;

(e.5) prescribing major cargo ports for the purposes of subsection 4(8);

(e.51) prescribing criteria for the purposes of subsection 4.1(6);

(e.52) prescribing real property for the purposes of subsection 4.1(23);

(e.6) prescribing applicants for the purposes of paragraphs 7.1(4)(a) to (d);

e) prescrivant, aux fins de la décision du directeur concernant l'utilisation réelle et véritable des biens réels à titre de terres agricoles, les recettes brutes minimales par hectare qui doivent provenir de l'agriculture si les biens réels sont évalués à titre de terres agricoles.

e.1) prévoyant les modalités d'enregistrement, de transfert de propriété ou de possession et de réinstallation des maisons mobiles;

e.2) prévoyant les infractions aux dispositions réglementaires prises en vertu de l'alinéa e.1) et les peines applicables aux personnes qui ne se conforment pas à ces dispositions.

e.3) prescrivant les barèmes de taux d'évaluation pour les biens réels définis aux alinéas b.2) et b.3) de la définition « biens réels » à l'article 1;

e.31) identifiant les biens spécifiques ou les parties ou éléments des biens qui tombent ou ne tombent pas dans la sphère d'attributions de l'un quelconque des alinéas a) à m) de la définition « biens réels » à l'article 1;

e.32) désignant les organisations religieuses aux fins de l'alinéa 4(1)a);

e.4) plus généralement concernant les formules à utiliser pour l'application de la présente loi et prescrivant celles qui doivent l'être en vertu de la présente loi;

e.41) prescrivant les ports de pêche aux fins de l'alinéa 4(1)k);

e.42) prescrivant les critères que le directeur doit considérer pour déterminer si des biens réels ou toute partie des biens réels sont utilisés à des fins commerciales pour l'application de l'alinéa 4(1)l);

e.5) prescrivant les ports de fret principaux aux fins du paragraphe 4(8);

e.51) prescrivant les critères aux fins du paragraphe 4.1(6);

e.52) précisant les biens réels aux fins du paragraphe 4.1(23);

e.6) prescrivant les requérants aux fins des alinéas 7.1(4)a) à d);

- (e.7) respecting the conditions of eligibility or ineligibility for the purposes of paragraphs 7.1(4)(a) to (d);
- (e.8) prescribing conditions or circumstances for the purposes of paragraph 14(7.2)(e) or (7.3)(e);
- (e.81) prescribing real property as heritage property for the purposes of section 15.3;
- (e.82) prescribing criteria for the purposes of subsection 15.3(3);
- (e.83) defining any term or expression used in section 15.3, but not defined in this Act, for the purposes of section 15.3, the regulations made for the purposes of section 15.3 or both;
- (e.9) Repealed: 2002, c.44, s.3.
- (f) generally to carry out the purposes and provisions of this Act.
- 40(1.1)** A regulation under paragraph (1)(e.41), (e.5), (e.6), (e.7) or (e.8) may be retroactive in its operation.
- 40(1.2)** A regulation under paragraph (1)(e.3) may be retroactive in its operation to January 1, 2000, or to any date after January 1, 2000.
- 40(1.21)** A regulation made under paragraph (1)(e.31) for the purposes of the year 2003 may be retroactive in its operation to January 1, 2003.
- 40(1.22)** A regulation made under paragraph (1)(e.42) may be retroactive in its operation to January 1, 2003, or to any date after January 1, 2003.
- 40(1.23)** A regulation made under paragraph (1)(e.32) for the purposes of the year 2004 may be retroactive in its operation to January 1, 2004.
- 40(1.24)** A regulation made under paragraph (1)(e.51) or (e.52) may be retroactive in its operation to January 1, 2005, or to any date after January 1, 2005.
- 40(1.3)** Repealed: 2002, c.44, s.3.
- 40(2)** Repealed: 1983, c.8, s.2.  
1965-66, c.110, s.38; 1973, c.18, s.8; 1975, c.8, s.8; 1977, c.6, s.13; 1979, c.5, s.3; 1982, c.7, s.14; 1983, c.8, s.2; 1983, c.12, s.30; 1989, c.N-5.01, s.31; 1992, c.40, s.8; 1996, c.19, s.6; 1997, c.4, s.5; 1997, c.67, s.5; 1999, c.10, s.2; 2000, c.39, s.1; 2000, c.20, s.2; 2001, c.32, s.1; 2002,
- e.7) concernant les conditions d'admissibilité ou d'inadmissibilité aux fins des alinéas 7.1(4)a à d);
- e.8) prescrivant les conditions ou les circonstances aux fins de l'alinéa 14(7.2)e ou (7.3)e);
- e.81) précisant les biens réels qui sont des biens patrimoniaux aux fins de l'article 15.3;
- e.82) prescrivant les critères aux fins du paragraphe 15.3(3);
- e.83) définissant tout mot ou expression utilisé à l'article 15.3, mais non défini dans la présente loi, aux fins de l'article 15.3, des règlements établis aux fins de l'article 15.3 ou des deux;
- e.9) Abrogé : 2002, c.44, art.3.
- f) visant de façon générale, la réalisation des objets et l'application des dispositions de la présente loi.
- 40(1.1)** Un règlement établi en vertu de l'alinéa (1)e.41), e.5), e.6), e.7) ou e.8) peut avoir un effet rétroactif.
- 40(1.2)** Un règlement établi en vertu de l'alinéa (1)e.3) peut avoir un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2000, ou à toute date ultérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2000.
- 40(1.21)** Un règlement établi en vertu de l'alinéa (1)e.31) pour l'année 2003 peut être appliqué rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2003.
- 40(1.22)** Un règlement établi en vertu de l'alinéa (1)e.42) peut avoir un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2003, ou à toute date ultérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2003.
- 40(1.23)** Un règlement établi en vertu de l'alinéa (1)e.32) pour l'année 2004 peut être appliqué rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2004.
- 40(1.24)** Un règlement établi en vertu de l'alinéa (1)e.51) ou e.52) peut avoir un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ou à toute date ultérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2005.
- 40(1.3)** Abrogé : 2002, c.44, art.3.
- 40(2)** Abrogé : 1983, c.8, art.2.  
1965-66, c.110, art.38; 1973, c.18, art.8; 1975, c.8, art.8; 1977, c.6, art.13; 1979, c.5, art.3; 1982, c.7, art.14; 1983, c.8, art.2; 1983, c.12, art.30; 1989, c.N-5.01, art.31; 1992, c.40, art.8; 1996, c.19, art.6; 1997, c.4, art.5; 1997, c.67, art.5; 1999, c.10, art.2; 2000, c.39, art.1; 2000, c.20, art.2;

c.2, s.3; 2002, c.44, s.3; 2003, c.32, s.1; 2004, c.13, s.2; 2004, c.42, s.2; 2005, c.14, s.3.

**41(1)** All assessments made and acts performed for or on behalf of a municipality during the year 1966 by the Minister of Municipal Affairs or any person designated by him to act on his behalf, are hereby declared to be as legal, valid and binding as if such assessments were made and acts performed in accordance with the provisions of the statute applicable to such assessments in the municipality.

**41(2)** The Council of a municipality may, by resolution, appoint one or more persons to complete, correct and amend accordingly, any and all assessments made prior to January 1, 1967 and generally to exercise the powers and carry out the duties prescribed in the statute applicable to assessments and collection of taxes in the municipality.

1967, c.25, s.20.

2001, c.32, art.1; 2002, c.2, art.3; 2002, c.44, art.3; 2003, c.32, art.1; 2004, c.13, art.2; 2004, c.42, art.2; 2005, c.14, art.3.

**41(1)** Il est par la présente loi déclaré que les évaluations et actes effectués pour une municipalité ou au nom d'une municipalité, au cours de l'année 1966 par le ministre des Affaires municipales ou toute personne désignée par lui pour le représenter sont légaux, valables et obligatoires tout comme si ces évaluations et actes avaient été effectués conformément aux dispositions de la loi applicable à ces évaluations dans la municipalité.

**41(2)** Le conseil d'une municipalité peut nommer, par résolution, une ou plusieurs personnes chargées de compléter, corriger et modifier en conséquence les évaluations faites avant le 1<sup>er</sup> janvier 1967 et d'exercer en général les pouvoirs et fonctions que prescrit la loi applicable aux évaluations et à la perception des impôts dans la municipalité.

1967, c.25, art.20.

## SCHEDULE A

<b>Column I Property Account Number</b>	<b>Column II Particular Year</b>
00113942	2003
00114346	2003
00114841	2003
00221525	2003
00288959	2003
00671932	2003
00855057	2003
00921866	2003
01326849	2003
01364384	2003
01426128	2003
01455509	2003
01856713	2003
03133519	2003
03191509	2003
03323368	2003
03418804	2003
03474876	2003
03475018	2003
03492743	2003
03492808	2003
03493090	2003
03514600	2003
03590892	2003
03623108	2003
03635537	2003
03656088	2003
03661481	2003
03865069	2003
03933781	2003
03956200	2003
04054085	2003
04077693	2003

## ANNEXE A

<b>Colonne I Numéro de compte des biens</b>	<b>Colonne II Année donnée</b>
00113942	2003
00114346	2003
00114841	2003
00221525	2003
00288959	2003
00671932	2003
00855057	2003
00921866	2003
01326849	2003
01364384	2003
01426128	2003
01455509	2003
01856713	2003
03133519	2003
03191509	2003
03323368	2003
03418804	2003
03474876	2003
03475018	2003
03492743	2003
03492808	2003
03493090	2003
03514600	2003
03590892	2003
03623108	2003
03635537	2003
03656088	2003
03661481	2003
03865069	2003
03933781	2003
03956200	2003
04054085	2003
04077693	2003

04078356	2003
04129490	2003
04132566	2003
04177257	2003
04300012	2003
04638261	2003
04748715	2003
04776247	2003
04823565	2003
04946622	2003
05009449	2003
05043752	2003
05043760	2003
05047471	2003
05047683	2003
05092523	2003
05118036	2003
05244463	2003
05245037	2003
05280760	2003
05286368	2003
05301613	2003
05353806	2003
05374404	2003
05378474	2003
05384077	2003
05386231	2003
05395434	2003
05398131	2003
05398149	2003
05411298	2003
05412692	2003
05413224	2003
05436955	2003
05498282	2003

2002, c.2, s.3; 2002, c.44, s.4; 2004-36.

04078356	2003
04129490	2003
04132566	2003
04177257	2003
04300012	2003
04638261	2003
04748715	2003
04776247	2003
04823565	2003
04946622	2003
05009449	2003
05043752	2003
05043760	2003
05047471	2003
05047683	2003
05092523	2003
05118036	2003
05244463	2003
05245037	2003
05280760	2003
05286368	2003
05301613	2003
05353806	2003
05374404	2003
05378474	2003
05384077	2003
05386231	2003
05395434	2003
05398131	2003
05398149	2003
05411298	2003
05412692	2003
05413224	2003
05436955	2003
05498282	2003

2002, c.2, art.3; 2002, c.44, art.4; 2004-36.

**SCHEDULE B**

Mount Allison University  
St. Thomas' University  
Université de Moncton  
The University of New Brunswick  
2003, c.32, s.1.

**N.B.** This Act is consolidated to June 22, 2006.

**ANNEXE B**

Mount Allison University  
St. Thomas' University  
Université de Moncton  
Université du Nouveau-Brunswick  
2003, c.32, art.1.

**N.B.** La présente loi est refondue au 22 juin 2006.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK  
All rights reserved / Tous droits réservés